

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi” ar piesūtīšanu:		bez piesūtīšanas: (saņemot ekspedīcijā)	
par	Ls	par	Ls
1 gadu	22,—	1 gadu	18,—
1/2 gadu	12,—	1/2 gadu	10,—
3 mēn.	6,—	3 mēn.	5,—
1 „	2,—	1 „	1,70
Piesūtot pa pastu un pie atkalpārdevējiem	—,13	Par atsevišķu numuru	—,10

Latvijas valdības
Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:
Rīgā, pili Nr 2. Tālrūnis 20032
Runas stundas no 11—12



oficiāls laikraksts
svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:
Rīgā, pili Nr 1. Tālrūnis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:

a) tiesu sludinājumu līdz 30 vienslejiņām rindīņām	Ls 4,—
par katru tālāku rindīņu	—,15
b) citu lestažu sludinājumi par katru vienslejiņu rindīņu	—,20
c) no privātiem par katru viensl. rindīņu (par obligāt. sludin.)	—,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas	—,80

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

Likums par konvenciju attiecībā uz dažu starptautiskā gaisa transporta noteikumu ūnifikāciju.

1930. gada 31. janvārī Varšavā parakstītā konvencija attiecībā uz dažu starptautiskā gaisa transporta noteikumu ūnifikāciju līdz ar papildu protokolu ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.
- Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Reizē ar likumu izsludināma 1. pantā minētā konvencija līdz ar papildu protokolu un to tulkojumu latviešu valodā.
- Konvencija līdz ar papildu protokolu stājas spēkā tās 37. pantā paredzētā kārtībā.

Likums Saeimā pieņemts 1932. g. 14. jūnijā.

Rīgā, 1932. g. 12. jūlijā.

Valsts Prezidents A. Kviesis.

Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international.

Le Président du Reich Allemand, Le Président Fédéral de la République d'Autriche, Sa Majesté le Roi des Belges, le Président des États-Unis du Brésil, Sa Majesté le Roi des Bulgares, le Président du Gouvernement Nationaliste de la République de Chine, Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande, Sa Majesté le Roi d'Égypte, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le chef d'État de la République d'Estonie, le Président de la République de Finlande, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, le Président de la République Hellénique, Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur du Japon, le Président de la République de Lettonie, Son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxembourg, le Président des États-Unis du Mexique, Sa Majesté le Roi de Norvège, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le Président de la République de Pologne, Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi de Suède, le Conseil Fédéral Suisse, le Président de la République Tchécoslovaque, le Comité Central Exécutif de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, le Président des États-Unis du Venezuela, Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

ayant reconnu l'utilité de régler d'une manière uniforme les conditions du transport aérien international en ce qui concerne les documents utilisés pour ce transport et la responsabilité du transporteur,

à cet effet ont nommé leurs Plénipotentiaires respectifs lesquels, dûment autorisés, ont conclu et signé la Convention suivante:

Chapitre premier.

OBJET — DÉFINITIONS.

Article premier.

(1) La présente Convention s'applique à tout transport international de personnes, bagages ou marchandises, effectué par aéronef contre rémunération. Elle s'applique également aux transports gratuits effectués par aéronef par une entreprise de transports aériens.

(2) Est qualifié „transport international”, au sens de la présente Convention, tout transport dans lequel, d'après les stipulations des parties, le point de départ et le point de destination, qu'il y ait ou non interruption de transport ou transbordement, sont situés soit sur le territoire de deux Hautes Parties Contractantes, soit sur le territoire d'une seule Haute Partie Contractante, si une escale est prévue dans un territoire soumis à la souveraineté, à la suzeraineté, au mandat ou à l'autorité d'une autre Puissance même non Contractante. Le transport sans une telle escale entre les territoires soumis à la souveraineté, à la suzeraineté, au mandat ou à l'autorité de la même Haute Partie Contractante n'est pas considéré comme international au sens de la présente Convention.

(3) Le transport à exécuter par plusieurs transporteurs par air successifs est censé constituer pour l'application de cette Convention un transport unique lorsqu'il a été envisagé par les parties comme une seule opération, qu'il ait été conclu sous la forme d'un seul contrat ou d'une série de contrats et il ne perd pas son caractère international par le fait qu'un seul contrat ou une série de contrats doivent être exécutés intégralement dans un territoire soumis à la souveraineté, à la suzeraineté, au mandat ou à l'autorité d'une même Haute Partie Contractante.

Article 2.

(1) La Convention s'applique aux transports effectués par l'État ou les autres personnes juridiques de droit public, dans les conditions prévues à l'article 1er.

(2) Sont exceptés de l'application de la présente Convention les transports effectués sous l'empire de conventions postales internationales

Chapitre II.

TITRES DE TRANSPORT.

Section I. — Billet de Passage.

Article 3.

(1) Dans le transport de voyageurs, le transporteur est tenu de délivrer un billet de passage qui doit contenir les mentions suivantes:

- le lieu et la date de l'émission;
- les points de départ et de destination;
- les arrêts prévus, sous réserve de la faculté pour le transporteur de stipuler qu'il pourra les modifier en cas de nécessité et sans que cette modification puisse faire perdre au transport son caractère international;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs;
- l'indication que le transport est soumis au régime de la responsabilité établi par la présente Convention.

(2) L'absence, l'irrégularité ou la perte du billet n'affecte ni l'existence, ni la validité du contrat de transport, qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente Convention. Toutefois si le transporteur accepte le voyageur sans qu'il ait été délivré

un billet de passage, il n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de cette Convention qui excluent ou limitent sa responsabilité.

Section II. — Bulletin de Bagages.

Article 4.

(1) Dans le transport de bagages, autres que les menus objets personnels dont le voyageur conserve la garde, le transporteur est tenu de délivrer un bulletin de bagages.

(2) Le bulletin de bagages est établi en deux exemplaires, l'un pour le voyageur, l'autre pour le transporteur.

(3) Il doit contenir les mentions suivantes:

- le lieu et la date de l'émission;
- les points de départ et de destination;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs;
- le numéro du billet de passage;
- l'indication que la livraison des bagages est faite au porteur du bulletin;
- le nombre et le poids des colis;
- le montant de la valeur déclarée conformément à l'article 22 alinéa 2;
- l'indication que le transport est soumis au régime de la responsabilité établi par la présente Convention.

(4) L'absence, l'irrégularité ou la perte du bulletin n'affecte ni l'existence, ni la validité du contrat de transport qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente Convention. Toutefois si le transporteur accepte les bagages sans qu'il ait été délivré un bulletin ou si le bulletin ne contient pas les mentions indiquées sous les lettres d), f), h,) le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de cette Convention qui excluent ou limitent sa responsabilité.

Section III. — Lettre de transport aérien.

Article 5.

(1) Tout transporteur de marchandises a le droit de demander à l'expéditeur l'établissement et la remise d'un titre appelé: „lettre de transport aérien”; tout expéditeur a le droit de demander au transporteur l'acceptation de ce document.

(2) Toutefois, l'absence, l'irrégularité ou la perte de ce titre n'affecte ni l'existence ni la validité du contrat de transport qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente Convention, sous réserve des dispositions de l'article 9.

Article 6.

(1) La lettre de transport aérien est établie par l'expéditeur en trois exemplaires originaux et remise avec la marchandise.

(2) Le premier exemplaire porte la mention „pour le transporteur”; il est signé par l'expéditeur. Le deuxième exemplaire porte la mention „pour le destinataire”; il est signé par l'expéditeur et le transporteur et il accompagne la marchandise. Le troisième exemplaire est signé par le transporteur et remis par lui à l'expéditeur après acceptation de la marchandise.

(3) La signature du transporteur doit être apposée dès l'acceptation de la marchandise.

(4) La signature du transporteur peut être remplacée par un timbre; celle de l'expéditeur peut être imprimée ou remplacée par un timbre.

(5) Si, à la demande de l'expéditeur, le transporteur établit la lettre de transport aérien, il est considéré jusqu'à preuve contraire, comme agissant pour le compte de l'expéditeur.

Article 7.

Le transporteur de marchandises a le droit de demander à l'expéditeur l'établissement de lettres de transport aérien différentes lorsqu'il y a plusieurs colis.

Article 8.

La lettre de transport aérien doit contenir les mentions suivantes:

- le lieu où le document a été créé et la date à laquelle il a été établi;
- les points de départ et de destination;
- les arrêts prévus, sous réserve de la faculté, pour le transporteur, de stipuler qu'il pourra les modifier en cas de nécessité et sans que cette modification puisse faire perdre au transport son caractère international;
- le nom et l'adresse de l'expéditeur;
- le nom et l'adresse du premier transporteur;
- le nom et l'adresse du destinataire, s'il y a lieu;
- la nature de la marchandise;
- le nombre, le mode d'emballage, les marques particulières ou les numéros des colis;
- le poids, la quantité, le volume ou les dimensions de la marchandise;
- l'état apparent de la marchandise et de l'emballage;
- le prix du transport s'il est stipulé, la date et le lieu de paiement et la personne qui doit payer;
- si l'envoi est fait contre remboursement, le prix des marchandises et, éventuellement, le montant des frais;
- le montant de la valeur déclarée conformément à l'article 22, alinéa 2;
- le nombre d'exemplaires de la lettre de transport aérien;
- les documents transmis au transporteur pour accompagner la lettre de transport aérien;
- le délai de transport et indication sommaire de la voie à suivre (via) s'ils ont été stipulés;
- l'indication que le transport est soumis au régime de la responsabilité établi par la présente Convention.

Article 9.

Si le transporteur accepte des marchandises sans qu'il ait été établi une lettre de transport aérien, ou si celle-ci ne contient pas toutes les mentions indiquées par l'article 8 (a) à i) inclusivement et g), le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de cette Convention qui excluent ou limitent sa responsabilité.

Article 10.

(1) L'expéditeur est responsable de l'exactitude des indications et déclarations concernant la marchandise qu'il inscrit dans la lettre de transport aérien.

(2) Il supportera la responsabilité de tout dommage subi par le transporteur ou toute autre personne à raison de ses indications et déclarations irrégulières, inexacts ou incomplètes.

Article 11.

(1) La lettre de transport aérien fait foi, jusqu'à preuve contraire, de la conclusion du contrat, de la réception de la marchandise et des conditions du transport.

(2) Les énonciations de la lettre de transport aérien, relatives au poids, aux dimensions et à l'emballage de la marchandise ainsi qu'au nombre des colis font foi jusqu'à preuve contraire; celles relatives à la quantité, au volume et à l'état de la marchandise ne font preuve contre le transporteur qu'autant que la vérification en a été faite par lui en présence de l'expéditeur, et constatée sur la lettre de transport aérien, ou qu'il s'agit d'énonciations relatives à l'état apparent de la marchandise.

Article 12.

(1) L'expéditeur a le droit sous la condition d'exécuter toutes les obligations résultant du contrat de transport, de disposer de la marchandise, soit en la retirant à l'aérodrome de départ ou de destination, soit en l'arrêtant en cours de route lors d'un atterrissage, soit en la faisant délivrer au lieu de destination ou en cours de route à une personne autre que le destinataire indiqué sur la lettre de transport aérien, soit en demandant son retour à l'aérodrome de départ, pour autant que l'exercice de ce droit ne porte préjudice ni au transporteur, ni aux autres expéditeurs et avec l'obligation de rembourser les frais qui en résultent.

(2) Dans le cas où l'exécution des ordres de l'expéditeur est impossible, le transporteur doit l'en aviser immédiatement.

(3) Si le transporteur se conforme aux ordres de disposition de l'expéditeur, sans exiger la production de l'exemplaire de la lettre de transport aérien délivré à celui-ci, il sera responsable, sauf son recours contre l'expéditeur, du préjudice qui pourrait être causé par ce fait à celui qui est régulièrement en possession de la lettre de transport aérien.

(4) Le droit de l'expéditeur cesse au moment où celui du destinataire commence, conformément à l'article 13 ci-dessous. Toutefois, si le destinataire refuse la lettre de transport ou la marchandise, ou s'il ne peut être atteint, l'expéditeur reprend son droit de disposition.

Article 13.

(1) Sauf dans les cas indiqués à l'article précédent, le destinataire a le droit, dès l'arrivée de la marchandise au point de destination, de demander au transporteur de lui remettre la lettre de transport aérien et de lui livrer la marchandise contre le paiement du montant des créances et contre l'exécution des conditions de transport indiquées dans la lettre de transport aérien.

(2) Sauf stipulation contraire, le transporteur doit aviser le destinataire dès l'arrivée de la marchandise.

(3) Si la perte de la marchandise est reconnue par le transporteur ou si, à l'expiration d'un délai de sept jours après qu'elle aurait dû arriver, la marchandise n'est pas arrivée, le destinataire est autorisé à faire valoir vis-à-vis du transporteur les droits résultant du contrat de transport.

Article 14.

L'expéditeur et le destinataire peuvent faire valoir tous les droits qui leur sont respectivement conférés par les articles 12 et 13, chacun en son propre nom, qu'il agisse dans son propre intérêt ou dans l'intérêt d'autrui, à condition d'exécuter les obligations que le contrat impose.

Article 15.

(1) Les articles 12, 13 et 14 ne portent aucun préjudice ni aux rapports de l'expéditeur et du destinataire entre eux, ni aux rapports des tiers dont les droits proviennent, soit du transporteur, soit du destinataire.

(2) Toute clause dérogeant aux stipulations des articles 12, 13 et 14 doit être inscrite dans la lettre de transport aérien.

Article 16.

(1) L'expéditeur est tenu de fournir les renseignements et de joindre à la lettre de transport aérien les documents qui, avant la remise de la marchandise au destinataire, sont nécessaires à l'accomplissement des formalités de douane, d'octroi ou de police. L'expéditeur est responsable envers le transporteur de tous dommages qui pourraient résulter de l'absence, de l'insuffisance ou de l'irrégularité de ces renseignements et pièces, sauf le cas de faute de la part du transporteur ou de ses préposés.

(2) Le transporteur n'est pas tenu d'examiner si ces renseignements et documents sont exacts ou suffisants.

Chapitre III.

RESPONSABILITÉ DU TRANSPORTEUR.

Article 17.

Le transporteur est responsable du dommage survenu en cas de mort, de blessure ou de toute autre lésion corporelle subie par un voyageur lorsque l'accident qui a causé le dommage s'est produit à bord de l'aéronef ou au cours de toutes opérations d'embarquement et de débarquement.

Article 18.

(1) Le transporteur est responsable du dommage survenu en cas de destruction, perte ou avarie de bagages enregistrés ou de marchandises lorsque l'événement qui a causé le dommage s'est produit pendant le transport aérien.

(2) Le transport aérien, au sens de l'alinéa précédent, comprend la période pendant laquelle les bagages ou marchandises se trouvent sous la garde du transporteur, que ce soit dans un aérodrome ou à bord d'un aéronef ou dans un lieu quelconque en cas d'atterrissage en dehors d'un aérodrome.

(3) La période du transport aérien ne couvre aucun transport terrestre, maritime ou fluvial effectué en dehors d'un aérodrome. Toutefois lorsqu'un tel transport est effectué dans l'exécution du contrat de transport aérien en vue du chargement, de la livraison ou du transbordement, tout dommage est présumé, sauf preuve contraire, résulter d'un événement survenu pendant le transport aérien.

Article 19.

Le transporteur est responsable du dommage résultant d'un retard dans le transport aérien de voyageurs, bagages ou marchandises.

Article 20.

(1) Le transporteur n'est pas responsable s'il prouve que lui et ses préposés ont pris toutes les mesures nécessaires pour éviter le dommage ou qu'il leur était impossible de les prendre.

(2) Dans les transports de marchandises et de bagages, le transporteur n'est pas responsable, s'il prouve que le dommage provient d'une faute de pilotage, de conduite de l'aéronef ou de navigation, et que, à tous autres égards, lui et ses préposés ont pris toutes les mesures nécessaires pour éviter le dommage.

Article 21.

(1) Dans le cas où le transporteur fait la preuve que la faute de la personne lésée a causé le dommage ou y a contribué, le tribunal pourra, conformément aux dispositions de sa propre loi, écarter ou atténuer la responsabilité du transporteur.

Article 22.

(1) Dans le transport des personnes, la responsabilité du transporteur envers chaque voyageur est limitée à la somme de cent vingt cinq mille francs. Dans le cas où, d'après la loi du tribunal saisi, l'indemnité peut être fixée sous forme de rente, le capital de la rente ne peut dépasser cette limite. Toutefois par une convention spéciale avec le transporteur, le voyageur pourra fixer une limite de responsabilité plus élevée.

(2) Dans le transport de bagages enregistrés et de marchandises, la responsabilité du transporteur est limitée à la somme de deux cent cinquante francs par kilogramme, sauf déclaration spéciale d'intérêt à la livraison faite par l'expéditeur au moment de la

remise du colis au transporteur et moyennant le paiement d'une taxe supplémentaire éventuelle. Dans ce cas, le transporteur sera tenu de payer jusqu'à concurrence de la somme déclarée, à moins qu'il ne prouve qu'elle est supérieure à l'intérêt réel de l'expéditeur à la livraison.

(3) En ce qui concerne les objets dont le voyageur conserve la garde, la responsabilité du transporteur est limitée à cinq mille francs par voyageur.

(4) Les sommes indiquées ci-dessus sont considérées comme se rapportant au franc français constitué par soixante-cinq et demie milligrammes d'or ou titre de neuf cents millièmes de fin. Elles pourront être converties dans chaque monnaie nationale en chiffres ronds.

Article 23.

Toute clause tendant à exonérer le transporteur de sa responsabilité ou à établir une limite inférieure à celle qui est fixée dans la présente Convention est nulle et de nul effet, mais la nullité de cette clause n'entraîne pas la nullité du contrat qui reste soumis aux dispositions de la présente Convention.

Article 24.

(1) Dans les cas prévus aux articles 18 et 19 toute action en responsabilité, à quelque titre que ce soit, ne peut être exercée que dans les conditions et limites prévues par la présente Convention.

(2) Dans les cas prévus à l'article 17, s'appliquent également les dispositions de l'alinéa précédent, sans préjudice de la détermination des personnes qui ont le droit d'agir et de leurs droits respectifs.

Article 25.

(1) Le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de la présente Convention qui excluent ou limitent sa responsabilité, si le dommage provient de son dol ou d'une faute qui, d'après la loi du tribunal saisi, est considérée comme équivalente au dol.

(2) Ce droit lui sera également refusé si le dommage a été causé dans les mêmes conditions par un de ses préposés agissant dans l'exercice de ses fonctions.

Article 26.

(1) La réception des bagages et marchandises sans protestation par le destinataire constituera présomption, sauf preuve contraire, que les marchandises ont été livrées en bon état et conformément au titre de transport.

(2) En cas d'avarie le destinataire doit adresser au transporteur une protestation immédiatement après la découverte de l'avarie et, au plus tard, dans un délai de trois jours pour les bagages et de sept jours pour les marchandises à dater de leur réception. En cas de retard, la protestation devra être faite au plus tard dans les quatorze jours à dater du jour où le bagage ou la marchandise auront été mis à sa disposition.

(3) Toute protestation doit être faite par réserve inscrite sur le titre de transport ou par un autre écrit expédié dans le délai prévu pour cette protestation.

(4) À défaut de protestation dans les délais prévus, toutes actions contre le transporteur sont irrecevables, sauf le cas de fraude de celui-ci.

Article 27.

En cas de décès du débiteur, l'action en responsabilité, dans les limites prévues par la présente Convention, s'exerce contre ses ayants droit.

Article 28.

(1) L'action en responsabilité devra être portée, au choix du demandeur, dans le territoire d'une des Hautes Parties Contractantes, soit devant le tribunal du domicile du transporteur, du siège principal de son exploitation ou du lieu où il possède un établissement par le soin duquel le contrat a été conclu, soit devant le tribunal du lieu de destination.

(2) La procédure sera réglée par la loi du tribunal saisi.

Article 29.

(1) L'action en responsabilité doit être intentée, sous peine de déchéance, dans le délai de deux ans à compter de l'arrivée à destination ou du jour où l'aéronef aurait dû arriver, ou de l'arrêt du transport.

(2) Le mode du calcul du délai est déterminé par la loi du tribunal saisi.

Article 30.

(1) Dans les cas de transport régis par la définition du troisième alinéa de l'article premier, à exécuter par divers transporteurs successifs, chaque transporteur acceptant des voyageurs, des bagages ou des marchandises est soumis aux règles établies par cette Convention, et est censé être une des parties contractantes du contrat de transport, pour autant que ce contrat ait trait à la partie du transport effectuée sous son contrôle.

(2) Au cas d'un tel transport, le voyageur ou ses ayants droit ne pourront recourir que contre le transporteur ayant effectué le transport au cours duquel l'accident ou le retard s'est produit, sauf dans le cas où, par stipulation expresse, le premier transporteur aura assuré la responsabilité pour tout le voyage.

(3) S'il s'agit de bagages ou de marchandises, l'expéditeur aura recours contre le premier transporteur et le destinataire qui a le droit à la délivrance contre le dernier, et l'un et l'autre pourront, en outre, agir contre le transporteur ayant effectué le transport au cours duquel la destruction, la perte, l'avarie ou le retard se sont produits. Ces transporteurs seront solidairement responsables envers l'expéditeur et le destinataire.

Chapitre IV.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRANSPORTS COMBINÉS.

Article 31.

(1) Dans le cas de transports combinés effectués en partie par air et en partie par tout autre moyen de transport, les stipulations de la présente Convention ne s'appliquent qu'au transport aérien et si celui-ci répond aux conditions de l'article premier.

(2) Rien dans la présente Convention n'empêche les parties, dans le cas de transports combinés, d'insérer dans le titre de transport aérien des conditions relatives à d'autres modes de transport, à condition que les stipulations de la présente Convention soient respectées en ce qui concerne le transport par air.

Chapitre V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES.

Article 32.

(1) Sont nulles toutes clauses du contrat de transport et toutes conventions particulières antérieures au dommage par lesquelles les parties dérogeraient aux règles de la présente Convention soit par une détermination de la loi applicable, soit par une modification des règles de compétence. Toutefois, dans le transport des marchandises, les clauses d'arbitrage sont admises, dans les limites de la présente Convention, lorsque l'arbitrage doit s'effectuer dans les lieux de compétence des tribunaux prévus à l'article 28 alinéa 1.

Article 33.

Rien dans la présente Convention ne peut empêcher un transporteur de refuser la conclusion d'un contrat de transport ou de formuler des règlements qui ne sont pas en contradiction avec les dispositions de la présente Convention.

Article 34.

La présente Convention n'est applicable ni aux transports aériens internationaux exécutés à titre de premiers essais par des entreprises de navigation aérienne en vue de l'établissement de lignes régulières de navigation aérienne ni aux transports effectués dans des circonstances extraordinaires en dehors de toute opération normale de l'exploitation aérienne.

Article 35.

Lorsque dans la présente Convention il est question de jours, il s'agit de jours courants et non de jours ouvrables.

Article 36.

La présente Convention est rédigée en français en un seul exemplaire qui restera déposé aux archives du Ministère des Affaires Étrangères de Pologne, et dont une copie certifiée conforme sera transmise par les soins du Gouvernement polonais au Gouvernement de chacune des Hautes Parties Contractantes.

Article 37.

(1) La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés aux archives du Ministère des Affaires Étrangères de Pologne, qui en notifiera le dépôt au Gouvernement de chacune des Hautes Parties Contractantes.

(2) Dès que la présente Convention aura été ratifiée par cinq des Hautes Parties Contractantes, elle entrera en vigueur. Elles le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de la cinquième ratification. Ultérieurement elle entrera en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes qui l'auront ratifiée et la Haute Partie Contractante qui déposera son instrument de ratification le quatre-vingt dixième jour après son dépôt.

(3) Il appartiendra au Gouvernement de la République de Pologne de notifier au Gouvernement de chacune des Hautes Parties Contractantes la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention ainsi que la date du dépôt de chaque ratification.

Article 38.

(1) La présente Convention, après son entrée en vigueur, restera ouverte à l'adhésion de tous les États.

(2) L'adhésion sera effectuée par une notification adressée au Gouvernement de la République de Pologne, qui en fera part au Gouvernement de chacune des Hautes Parties Contractantes.

(3) L'adhésion produira ses effets à partir du quatre-vingt-dixième jour après la notification faite au Gouvernement de la République de Pologne.

Article 39.

(1) Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra dénoncer la présente Convention par une notification faite au Gouvernement de la République de Pologne, qui en avisera immédiatement le Gouvernement de chacune des Hautes Parties Contractantes.

(2) La dénonciation produira ses effets six mois après la notification de la dénonciation et seulement à l'égard de la Partie qui y aura procédé.

Article 40.

(1) Les Hautes Parties Contractantes pourront, au moment de la signature, du dépôt des ratifications, ou de leur adhésion, déclarer que l'acceptation qu'Elles donnent à la présente Convention ne s'applique pas à tout ou partie de leurs colonies, protectorats, territoires sous mandat, ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté ou à leur autorité, ou à tout autre territoire sous suzeraineté.

(2) En conséquence Elles pourront ultérieurement adhérer séparément au nom de tout ou partie de leurs colonies, protectorats, territoire sous mandat, ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté ou à leur autorité, ou tout territoire sous suzeraineté ainsi exclus de leur déclaration originelle.

(3) Elles pourront aussi, en se conformant à ses dispositions, dénoncer la présente Convention, séparément ou pour tout ou partie de leurs colonies, protectorats, territoires sous mandat, ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté ou à leur autorité, ou tout autre territoire sous suzeraineté.

Article 41.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté au plus tôt deux ans après la mise en vigueur de la présente Convention de provoquer la réunion d'une nouvelle Conférence Internationale dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient être apportées à la présente Convention. Elle s'adressera dans ce but au Gouvernement de la République Française qui prendra les mesures nécessaires pour préparer cette Conférence.

La présente Convention, faite à Varsovie le 12 octobre 1929 restera ouverte à la signature jusqu'au 31 janvier 1930.

Pour l'Allemagne:

- (—) R. Richter.
- (—) Dr. A. Wegerdt.
- (—) Dr. E. Albrecht.
- (—) Dr. Otto Riese.

Pour l'Autriche:

- (—) Strobele.
- (—) Reinoehl.

Pour la Belgique:

Pour les États-Unis du Brésil:

- (—) Alcibiades Peçanha.

Pour la Bulgarie:

Pour la Chine:

Pour le Danemark:

- (—) L. Ingerslev.
- (—) Knud Gregersen.

Pour l'Égypte:

Pour l'Espagne:

Pour L'Estonie:

Pour la Finlande:

Pour la France:

- (—) Pierre Étienne Flandin.
- (—) Georges Ripert.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:

- (—) A. H. Dennis.
- (—) Orme Clarke.
- (—) R. L. Megarry.

Pour le Commonwealth d'Australie:

- (—) A. H. Dennis.
- (—) Orme Clarke.
- (—) R. L. Megarry.

Pour l'Union Sud-Africaine:

- (—) A. H. Dennis.
- (—) Orme Clarke.
- (—) R. L. Megarry.

Pour la République Hellénique.

Pour la Hongrie.

Pour l'Italie:

- (—) A. Giannini.

Pour le Japon:

Pour la Lettonie:

Pour le Luxembourg:

- (—) E. Arendt.

Pour le Mexique:

Pour la Norvège:

Pour les Pays-Bas:

Pour la Pologne:

- (—) Auguste Zaleski.
- (—) Alfons Kühn.

Pour la Roumanie:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

- (—) Edm. Pittard.
- (—) Dr. F. Hess.

Pour la Tchécoslovaquie:

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Pour le Venezuela:

Pour la Yougoslavie:

- (—) Ivo de Giulli.

PROTOCOLE ADDITIONNEL.

Ad article 2.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent le droit de déclarer au moment de la ratification ou de l'adhésion que l'article 2 alinéa premier, de la présente Convention ne s'appliquera pas aux transports internationaux aériens effectués directement par l'État, ses colonies, protectorats, territoires sous mandat ou tout autre territoire sous sa souveraineté, sa suzeraineté ou son autorité.

Pour l'Allemagne:

- (—) R. Richter.
- (—) Dr. A. Wegerdt.
- (—) Dr. E. Albrecht.
- (—) Dr. iur. Otto Riese.

Pour l'Autriche:

- (—) Strobele.
- (—) Reinoehl.

Pour la Belgique:

Pour les États-Unis du Brésil:

- (—) Alcibiades Peçanha.

Pour la Bulgarie:

Pour la Chine:

Pour le Danemark:

- (—) L. Ingerslev.
- (—) Knud Gregersen.

Pour l'Égypte:

Pour l'Espagne:

Pour L'Estonie:

Pour la Finlande:

Pour la France:

- (—) Pierre Étienne Flandin.
- (—) Georges Ripert.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:

- (—) A. H. Dennis.
- (—) Orme Clarke.
- (—) R. L. Megarry.

Pour le Commonwealth d'Australie:

- (—) A. H. Dennis.
- (—) Orme Clarke.
- (—) R. L. Megarry.

Pour l'Union Sud-Africaine:

- (—) A. H. Dennis.
- (—) Orme Clarke.
- (—) R. L. Megarry.

Pour la République Hellénique.

Pour la Hongrie.

Pour l'Italie:

- (—) A. Giannini.

Pour le Japon:

Pour la Lettonie:

Pour le Luxembourg:

- (—) E. Arendt.

Pour le Mexique:

Pour la Norvège:

Pour les Pays-Bas:

Pour la Pologne:

- (—) Auguste Zaleski.
- (—) Alfons Kühn.

Pour la Roumanie:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

- (—) Edm. Pittard.
- (—) Dr. F. Hess.

Pour la Tchécoslovaquie:

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Pour le Venezuela:

Pour la Yougoslavie:

- (—) Ivo de Giulli.

Tulkojums.

Dažu noteikumu ūnifikācijas konvencija attiecībā uz starptautisko gaisa satiksmes transportu.

Vācijas Valsts Prezidents, Austrijas Federālās Republikas Prezidents, Viņa Majestāte Beļģijas Karālis, Brazīlijas Savienoto Valšņu Prezidents, Bulgārijas Karālis, Ķīnas Republikas Nacionālās Valdības Prezidents, Viņa Majestāte Dānijas un Islandes Karālis, Viņa Majestāte Ēģiptes Karālis, Viņa Majestāte Spānijas Karālis, Igaunijas Republikas Valsts Vecākais, Somijas Republikas Prezidents, Francijas Republikas Prezidents, Viņa Majestāte Anglijas, Īrijas, Britānijas aizjūras zemju Karālis un Indijas Keizars, Grieķijas Republikas Prezidents, Viņa Visgaisākā Augstība Ungārijas Karāļvalsts Pārvaldnieks, Viņa Majestāte Itālijas Karālis, Viņa Majestāte Japānas Keizars, Latvijas Republikas Prezidents, Viņas Karāļiskā Augstība Luksemburgas Lielhercogiene, Meksikas Savienoto Valšņu Prezidents, Viņa Augstība Norvēģijas Karālis, Viņas Majestāte Holandes Karāliene, Polijas Republikas Prezidents, Viņa Majestāte Rumanijas Karālis, Viņa Majestāte Zviedrijas Karālis, Šveices Federālā Padome, Čehoslovārijas Republikas Prezidents, Sociālistisko Padomju Republiku Savienības Centrālā Izpildu Komiteja, Venecuēlas Savienoto Valšņu Prezidents, Viņa Majestāte Dienvidslāvijas Karālis, atzīdamā par lietderīgu nokārtot vienādi starptautiskās gaisa satiksmes pārvadāšanu, attiecībā uz pārvadāšanas dokumentiem un uz pārvadātāju atbildību, šajā nolūkā ir nozīmējuši savus attiecīgos pārstāvjus, kuri pienācīgi pilnvaroti ir parakstījuši sekojošo konvenciju.

Pirmā nodaļa.

PRIEKŠMETS. — APZĪMĒJUMI.

Pirmais pants.

(1) Šī konvencija attiecas uz kuģu katru ar lidmašīnu pret atlīdzību izdarītu starptautisku pasažieru, bagāžas un preču pārvadāšanu. Vienādi tā attiecas uz bezmaksas pārvadāšanu, ko izdara ar lidmašīnu kāds gaisa pārvadāšanas uzņēmums.

(2) Par „starptautisku pārvadāšanu” saskaņā ar šo konvenciju, uzskatāma katra pārvadāšana, kurā pēc lidzēju pušu vienošanās, nosūtīšanas vieta un gala punkts, vai ar vai bez pārvadāšanas pārtraukuma vai pārkraušanas, atrodas vai uz divu augsto lidzēju pušu teritorijas, vai uz vienas augstās lidzējas puses teritorijas, ja nolaišanās ir paredzēta teritorijā, kas padota otras valsts, pat ne lidzējas, suverēnitātei, suverēnitātei, mandātam vai autoritātei. Pārvadāšana bez nolaišanās starp teritorijām, kas padotas tās pašas augstās lidzējas puses suverēnitātei, suverēnitātei, mandātam vai autoritātei, nav uzskatāma kā starptautiska saskaņā ar šīs konvencijas saturu.

(3) Pārvadāšanu, kuģu izdara pa gaisu pakāpeniski vairāki pārvadātāji, saskaņā ar šo konvenciju, uzskata par vienu operāciju, ja lidzējas puses paredzējušas to kā vienu operāciju, vai nu tā būtu noslēgta kā viens līgums, vai kā līgumu serija, un tā nezaudē savu starptautisko raksturu ar to, ja līgums vai līgumu serija tiek izpildīti visumā teritorijā, kas padota tās pašas augstās lidzējas puses suverēnitātei, suverēnitātei, mandātam vai autoritātei.

2. pants.

(1) Šī konvencija attiecas uz visiem valsts vai citu juridisku publisku personu pārvadājumiem saskaņā ar noteikumiem, kādi paredzēti pirmā pantā.

(2) No šīs konvencijas piemērošanas ir izslēgta pārvadāšana, kas atrodas starptautiskās pasta konvencijas aizsardzībā.

Otrā nodaļa.

PĀRVADĀŠANAS NOSAUKUMI.

Pirmais nodaļjums. — Pasažiera biļete.

3. pants.

1) Pie pasažieru pārvadāšanas pārvadātāja pienākums ir izdot pasažiera biļeti, kurai vajadzīgs saturēt sekojošas atzīmes:

- a) vietu un izdošanas datumu;
- b) nobraukšanas un nonākšanas vietu;

c) paredzētās apstāšanās ar ierunu, ka pārvadātājam ir tiesības tās grozīt vajadzības gadījumā tā, lai grozījums neatņemtu pārvadājumam tā starptautisko raksturu;
d) pārvadātāju vārdu un adresi;
e) atzīmi, ka pārvadāšana ir padota atbildībai, kas iztek no šīs konvencijas.

(2) Biļetes iztrūkums, nepareizība vai pazaudēšana neatsaucas ne uz pārvadāšanas līguma eksistenci, ne uz tā lietošanu, un tas tādēļ nav mazāk padots šīs konvencijas noteikumiem. Tomēr, ja pārvadātājs pieņem pasažieri, neizdodams tam braukšanas biļeti, viņš nevar izlietot šīs konvencijas noteikumus, kas izslēdz vai ierobežo tā atbildību.

Otrais nodalījums. Bagāžas kvīts.

4. pants.

(1) Pie bagāžas pārvadāšanas, izņemot personīgos priekšmetus, kurus pasažieris patur savā personīgā apsardzībā, pārvadātājs ir spiests izdot bagāžas kvīti.

(2) Bagāžas kvīts tiek sastādīta divos eksemplāros: viena pasažierim, otra pārvadātājam.

(3) Tai vajadzīgs saturēt šādas atzīmes:

- izdošanas vietu un datumu;
- nobraukšanas un novākšanas vietu;
- pārvadātāja vai pārvadātāju vārdu un adresi;
- pasažiera biļetes numuru;
- atzīmi, ka bagāža izdodama kvīts uzrādītājam;
- aizsaiņu skaitu un svaru;
- vērtības lielumu, noteiktu saskaņā ar 22. panta 2. piezīmi;
- atzīmi, ka pārvadāšana ir padota šīs konvencijas noteikumiem par atbildību.

(4) Kvīts iztrūkums, nepareizība vai pazušana neatsaucas ne uz pārvadāšanas līguma eksistenci, ne uz tā lietošanu, un tas tādēļ nav mazāk padots šīs konvencijas noteikumiem. Tāpat ja pārvadātājs pieņem bagāžu, neizdodams kvīti, vai arī kvīts nesatur atzīmes, kas minētas piezīmēs d), f) un h), pārvadātājs nevar izlietot šīs konvencijas noteikumus, kas izslēdz vai ierobežo tā atbildību.

Trešais nodalījums. Gaisa pārvadāšanas zīme.

5. pants.

(1) Katram preču pārvadātājam ir tiesība prasīt no nosūtītāja atsevišķas pavadzīmes sastādīšanu un tās izdošanu ar nosaukumu „Gaisa pārvadāšanas pavadzīme”; katram nosūtītājam ir tiesība pieprasīt no pārvadātāja šī dokumenta pieņemšanu.

(2) Tomēr pavadzīmes iztrūkums, nepareizība vai pazaudēšana neatsaucas ne uz pārvadāšanas līguma eksistenci, ne uz tā lietošanu, un tas tādēļ nav mazāk padots šīs konvencijas noteikumiem, ņemot vērā 9. panta noteikumus.

6. pants.

(1) Gaisa pārvadāšanas pavadzīmi nosūtītājs sastāda trijos oriģināleksemplāros un nodod to līdz ar precī.

(2) Pirmajam eksemplāram ir atzīme „pārvadātājam”; šo pavadzīmi paraksta nosūtītājs. Otram eksemplāram ir atzīme „saņēmējam”; to paraksta nosūtītājs un pārvadātājs, un tas pavadza precī. Trešo eksemplāru paraksta pārvadātājs un nodod to nosūtītājam pēc preces pieņemšanas.

(3) Pārvadātājam jāparaksta pavadzīme līdz ar preces pieņemšanu.

(4) Pārvadātāja paraksta vietā var būt zīmogs. Nosūtītāja paraksts var būt vai nu iespiests vai atvietots ar zīmogu.

(5) Ja uz nosūtītāja pieprasījumu pārvadātājs izraksta gaisa pārvadāšanas pavadzīmi, atzīstams, kamēr nav pierādīts pretējais, ka viņš rīkojies nosūtītāja uzdevumā.

7. pants.

Preču pārvadātājam ir tiesība prasīt, lai nosūtītājs sastādītu vairākas gaisa pārvadāšanas pavadzīmes atkarībā no aizsaiņu skaita.

8. pants.

Gaisa pārvadāšanas pavadzīmei vajadzīgs saturēt šādas atzīmes:

- vieta, kurā dokuments izdots, un datumu, kad tas sastādīts;
- nosūtītājas un nonākšanas vietu;
- paredzētās apstāšanās, ar ierunu, ka pārvadātājs patur tiesību tās grozīt nepieciešamības gadījumā tā, lai grozījums neatņemtu pārvadājumam tā starptautisko raksturu;
- nosūtītāju vārdu un adresi;
- pirmā pārvadātāja vārdu un adresi;
- saņēmēja vārdu un adresi, ja tāds ir;
- preces veidu;
- skaitu, iepakojuma veidu, atsevišķas pazīmes un aizsaiņu numurus;
- preču svaru, daudzumu, tilpumu un apmērus;
- preču ārējo izskatu un iepakojumu;
- pārvadāšanas maksu, ja tā ir noteikta, maksāšanas datumu un vietu un personu, kurai jāmaksā;
- ja sūtījums ir pieņemts uz pēcmaksu, tad preču cenu, un pie gadījuma, izdevumu lielumu;
- pieteiktas vērtības lielumu, saskaņā ar 22. panta 2. piezīmi;
- gaisa pārvadāšanas pavadzīmes eksemplāru skaitu;
- dokumentus, kas nodoti pārvadātājam un iet līdz gaisa pārvadāšanas pavadzīmei;
- pārvadāšanas laiku un kopēju atzīmi par ieturamo ceļu, ja tas ir noteikts;
- atzīmi, ka pārvadāšana ir padota šīs konvencijas noteikumiem par atbildību.

9. pants.

Ja pārvadātājs pieņem preces, kaut arī nebūtu izdota gaisa pārvadāšanas pavadzīme, vai tā nesaturētu visas atzīmes, kādas paredz 8. pants (no a) līdz i) ieslēdzot un q)), pārvadātājs nevar izlietot šīs konvencijas noteikumus, kas izslēdz vai ierobežo tā atbildību.

10. pants.

(1) Nosūtītājs ir atbildīgs par atzīmju un pieteikumu pareizību attiecībā uz precēm, kurās ierakstītas gaisa pārvadāšanas pavadzīmē.

(2) Viņš nesīs atbildību par visiem zaudējumiem, kurus cietīs pārvadātājs vai kāda cita persona sakarā ar tā nepareizām, nenoteiktām vai nepilnīgām atzīmēm un pieteikumiem.

11. pants.

(1) Gaisa pārvadāšanas pavadzīme paliek spēkā, kamēr pretējais nav pierādīts, attiecībā uz līguma noslēgšanu, preču pieņemšanu un pārvadāšanas noteikumiem.

(2) Gaisa pārvadāšanas pavadzīmes dati attiecībā uz preču svaru, apmēriem un iepakojumu, kā arī aizsaiņu skaitu paliek spēkā, kamēr pretējais nav pierādīts; dati, kas attiecas uz preču daudzumu, tilpumu un stāvokli, nevar būt par pierādījumu pret pārvadātāju, ciktāl pārbaude nav izdarīta no viņa paša nosūtītāja klātbūtnē un atzīmēta gaisa pārvadāšanas pavadzīmē, vai ja dati attiecas uz preču ārējo stāvokli.

12. pants.

(1) Nosūtītājam ir tiesība, izpildot visus noteikumus, kas izseko pārvadāšanas līgumam, rīkoties ar precī, vai nu izņemot to atpakaļ nosūtīšanas vai pienākšanas gaisa ostā, vai apturot to ceļā nolaišanās laikā, vai dodot rīkojumu nonākšanas vietā, vai ceļā izdot to citai personai, un ne tai, kas atzīmēta gaisa pārvadāšanas pavadzīmē, vai pieprasot tās pārsūtīšanu atpakaļ uz nosūtīšanas gaisa ostu, ar noteikumu, ka šo tiesību izlietošana nenodara ļaunumu ne pārvadātājam, ne citiem nosūtītājiem un ka viņam jāatlīdzina no tā cēlušies izdevumi.

(2) Gadījumā, ja nosūtītāja rīkojumus nav iespējams izpildīt, pārvadātājs par to nekavējoties paziņo.

(3) Ja pārvadātājs izpilda nosūtītāja rīkojumus, nepieprasot gaisa pārvadāšanas pavadzīmes izdošanu no nosūtītāja, pirmais ir atbildīgs, izņemot tā griešanos pret nosūtītāju, par ļaunumu, kas varētu celties no šī fakta tam, kurā īpašumā regulāri atrodas gaisa pārvadāšanas pavadzīme.

(4) Nosūtītāja tiesības apstājas tajā momentā, kurā iesākas saņēmēja tiesības saskaņā ar sekojošo 13. pantu. Tomēr ja saņēmējs atsakās no preču pavadzīmes vai no preces, vai ja to nav iespējams sasniegt, nosūtītājs pārņem savas rīcības tiesības.

13. pants.

(1) Izņemot iepriekšējā pantā atzīmētos gadījumus, saņēmējam ir tiesība pēc preces pienākšanas gaisa ostā prasīt no pārvadātāja gaisa pārvadāšanas pavadzīmi un izdot tam precī pret uzdotās pēcmaksas samaksu un izpildot visus pārvadāšanas noteikumus, kas uzrādīti gaisa pārvadāšanas pavadzīmē.

(2) Ja nav pretējs noteikums, pārvadātājs paziņo par preces pienākšanu saņēmējam.

(3) Ja pārvadātājs atzinis preces pazušānu vai, ja pēc septiņu dienu termiņa notecešanas, — kad precei vajadzēja pienākt, prece nav pienākusi, saņēmējs ir pilnvarots izlietot pret pārvadātāju tiesības, kas iztek no pārvadāšanas līguma.

14. pants.

Nosūtītājs un saņēmējs var izlietot visas tiesības, kādas viņiem piekrīt saskaņā ar 12. un 13. pantiem, katrs savā vārdā, darbojoties vai nu savās paša interesēs vai citu interesēs, ar noteikumu izpildīt visas obligācijas, kurās līgums uzliet.

15. pants.

(1) 12., 13. un 14. panti neaizskar nekādā kārtā nosūtītāja un saņēmēja attiecības to starpā, ne pret trešām personām, kurām tiesības iztek vai nu no pārvadātāja vai no saņēmēja.

(2) Katru klauzulu, kas nesaskan ar 12., 13. un 14. pantu, vajadzīgs ierakstīt gaisa pārvadāšanas pavadzīmē.

16. pants.

(1) Nosūtītājs ir spiests iesniegt paskaidrojumus un pievienot gaisa satiksmes pavadzīmei dokumentus, kas iepriekš preču nodošanas saņēmējam ir nepieciešami muitas, akcīzes vai policijas formālitāšu nokārtošanai. Nosūtītājs ir atbildīgs pret pārvadātāju par visiem zaudējumiem, kādus varētu izsaukt informāciju un dokumentu trūkums, nepilnība vai nepareizība, izņemot pārvadātāja vai tā pilnvarnieku vainas gadījumus.

(2) Pārvadātāja pienākums nav pārbaudīt, vai šie paskaidrojumi un dokumenti ir pareizi un pietiekoši.

Trešā nodaļa.

PĀRVADĀTĀJA ATBILDĪBA.

17. pants.

Pārvadātājs ir atbildīgs par visiem zaudējumiem, kas cēlušies pasažieru nāves, ievainojuma vai miesīgas rētas gadījumā, ja incidents, kas izsaucis zaudējumu, noticis uz lidmašīnas vai iekraušanas un izkraušanas operāciju laikā.

18. pants.

(1) Pārvadātājs atbildīgs par zaudējumiem, kas cēlušies reģistrētas bagāžas vai preču sabojāšanas, pazaudēšanas vai avarijas gadījumā, kas atradušās pārvadātāja glabāšanā, ja gadījums, kas izsaucis zaudējumu, noticis pie pārvadāšanas pa gaisu.

(2) Pārvadāšanā pa gaisu, saskaņā ar iepriekšējo atzīmi, ietilpst laiks, kurā bagāža vai preces atrodas pārvadātāja glabāšanā, vai nu tas būtu gaisa ostā vai lidmašīnā vai arī citā vietā pie nolaišanās ārpus gaisa ostas.

(3) Pārvadāšana pa gaisu nesedz nekādu pārvadāšanu pa sauszemi, jūru vai upi, kas ir notikusi ārpus gaisa ostas. Tomēr ja tāda pārvadāšana ir notikusi, izpildot gaisa pārvadāšanas līgumu iekraušanas, izdošanas vai pārkraušanas nolūkā, katrs zaudējums uzskatāms, ja nav pretēja pierādījuma, kā iztekošs no gadījuma, kas noticis pie gaisa pārvadāšanas.

19. pants.

Pārvadātājs ir atbildīgs par zaudējumiem, kas ceļas no novēlošanas pasažieru, bagāžas vai preču gaisa pārvadāšanā.

20. pants.

(1) Pārvadātājs nav atbildīgs, ja tas pierāda, ka viņš un viņa pilnvarnieki ir spēruši visus nepieciešamos soļus, lai izsargātos no zaudējumiem, vai tiem nav bijis iespējams tos spert.

(2) Pie bagāžas un preču pārvietošanas pārvadātājs nav atbildīgs, ja tas pierāda, ka zaudējums ir cēlies pilotāžas, lidmašīnas vadības vai navigācijas vainas dēļ, un ka visur citādi viņš un viņa pilnvarnieki ir spēruši visus nepieciešamos soļus, lai izsargātos no zaudējumiem.

21. pants.

(1) Gadījumā, ja pārvadātājs pierāda, ka cietušā persona ir izsaukusi vai veicinājusi zaudējumu, tiesa var, saskaņā ar savu likuma saturu, atceļt vai samazināt pārvadātāja atbildību.

22. pants.

(1) Pasažieru pārvadāšanā pārvadātāja atbildība attiecībā uz katru pasažieri aprobežojas 125.000 franku apmērā. Gadījumā, ja saskaņā ar likumu pēc tiesas lēmuma, atbildību var noteikt rentes veidā, rentes kapitāls nevar pārsniegt šo summu. Tomēr uz atsevišķas vienošanās pamata ar pārvadātāju, pasažieris var noteikt augstāku atbildības normu.

(2) Reģistrētas bagāžas un preces pārvadāšanā pārvadātāja atbildība ir aprobežota ar summu 250 franki par kilogramu, izņemot speciālu nosūtītāja vērtības deklarāciju pie aizsaiņu nodošanas pārvadātājam un apmaksājot varbūtēju papildu tarifu. Šajā gadījumā pārvadātājs ir saistīts apmaksāt pat deklarētās summas apmērā, ja viņš nepierāda, ka tā pārsniedz nosūtītāja reālo vērtību pie nodošanas.

(3) Kas attiecas uz priekšmetiem, kurus apsargāšanu uzņemas pasažieris, pārvadātāju atbildība aprobežojas uz pieci tūkstoši frankiem par pasažieri.

(4) Augšā minētās summas attiecas uz franču franku ar sešdesmit pieci un pus miligramu zelta pie deviņi simti tūkstoš daļām tīra satūra. Tās var tikt pārvērstas katrā nacionālā naudā apaļos ciparos.

23. pants.

Katra klauzula, kas cenšas atsvabināt pārvadātāju no tā atbildības vai noteikt tās robežu zemāku par to, kas fiksēta šī konvencijā, ir bez vērtības un bez nozīmes, bet no šīs klauzulas bezvērtības neiztek līguma bezvērtība, kas ir padots šīs konvencijas noteikumiem.

24. pants.

(1) Gadījumos, kas paredzēti 18. un 19. pantā, visa iztekošā atbildība, kā arī to nesauktu, ir izpildāma vienīgi saskaņā ar šīs konvencijas noteikumiem un tās robežās.

(2) 17. pantā paredzētos gadījumos vienlīdzīgi piemērojami iepriekšējās piezīmes noteikumi, iepriekš nenosakot ne personas, kurām ir tiesības rīkoties, ne viņu attiecīgas tiesības.

25. pants.

(1) Pārvadātājam nav tiesības izlietot šīs konvencijas noteikumus, kas izslēdz vai ierobežo tā atbildību, ja zaudējumi cēlušies krāpšanas vai kļūdas dēļ, kurā uz tiesas lēmuma, saskaņā ar likumu, uzskatāma par līdzīgu krāpšanai.

(2) Šīs tiesības viņam līdzīgi ir atteiktas, ja zaudējumu tajos pašos apstākļos ir nodarījis kāds no viņa pilnvarniekiem, kas rīkojies viņa pienākumu izpildīšanā.

26. pants.

(1) Saņēmēja bagāžas un preces pieņemšana bez protesta ir norādījums, ja nav pretēja pierādījuma, ka preces nodotas labā stāvoklī un saskaņā ar pārvadāšanas dokumentiem.

(2) Avarijas gadījumā saņēmējs nosūta pārvadātājam protestu nekavējoties, pēc avarijas atklāšanas, bet visvēlākais triju dienu laikā priekš bagāžas un septiņu dienu laikā priekš precēm, skaitot no to saņemšanas. Novēlošanas gadījumā protestam jābūt iesniegtam vēlākais četrpadsmit dienu laikā, skaitot no dienas, kad bagāža vai prece būs nodotas viņa rīcībā.

(3) Katrs protests jāuzraksta piezīmes veidā virs pārvadāšanas dokumentiem vai ar citu nosūtītu rakstu laikā, kas paredzēts protesta iesniegšanai.

(4) Ja paredzētos termiņos protesti nav ienākuši, tad visi pret uzņēmēju spertie soļi nav pieļaujami, izņemot krāpšanas gadījumu no pēdējo puses.

27. pants.

Dēbitora nāves gadījumā prasības no atbildētāja, šīs konvencijas paredzētās robežās, vēršas pret tā mantniekiem.

28. pants.

(1) Prasību pret atbildētāju vajadzīgs ievadīt, pēc prasītāja izvēles, vienas augstās līdzējas puses teritorijā, t. i. vai nu pārvadātāja dzīves vietā, vai viņa ekspluatācijas galvenā sēdekli, vai vietā, kur tam atrodas iestāde, ar kuras palīdzību līgums noslēgts, vai saņemšanas vietas tiesu iestādē.

(2) Proceduru nokārto tiesas lēmums saskaņā ar likumu.

29. pants.

(1) Prasību pret atbildētāju vajadzīgs vērst, lai nezaudētu tiesības, divu gadu laikā, skaitot pēc pienākšanas saņemšanas vietā, vai no dienas, kad lidmašīnai vajadzēja pienākt, vai no pārvadāšanas apstāšanās.

(2) Termiņa aprēķināšanas veids ir noteikts ar tiesas lēmumu saskaņā ar likumu.

30. pants.

(1) Pārvadāšanas gadījumā, ko noteic pirmā panta trešā piezīme, ar vairākiem pakāpeniskiem pārvadātājiem, katrs pārvadātājs, pieņemdamas pasažierus, bagāžu vai preces, ir padots šīs konvencijas uzstādītiem noteikumiem un uzskatāms par pārvadāšanas līguma slēdzēju pusi, ciktāl šis līgums attiecas uz pārvadāšanu daļu, kas izpildīta tā uzraudzībā.

(2) Tādā pārvadāšanas gadījumā, pasažieris vai viņa pilnvarnieki varēs griezties tikai pret pārvadātāju, kas izdarījis pārvadāšanu, kad nelaimes gadījums vai novēlošana notikusi, izņemot gadījumu, kad uz atsevišķas vienošanās pamata pirmais pārvadātājs nes atbildību par visu ceļojumu.

(3) Ja jautājums iet par bagāžu vai precēm, nosūtītājs var griezties pie pirmā pārvadātāja un saņēmējs, kuŗam ir saņemšanas tiesības, pret pēdējo, un viens un otrs var, bez tam, uzstādīt prasību pret pārvadātāju, kuŗš pārvadāšanu izdarījis laikā, kad noticis bojājums, pazušana, avarija vai nokavēšanās. Šie pārvadātāji ir kopīgi atbildīgi pret nosūtītāju un saņēmēju.

Ceturtnā nodaļa.

NOTEIKUMI PAR KOMBINĒTO PĀRVADĀŠANU.

31. pants.

(1) Kombinētu pārvadājumu gadījumā, kas izvesti pa daļai pa gaisu un pa daļai ar kuŗu katru citu pārvadāšanas līdzekli, šīs konvencijas noteikumi attiecas tikai uz pārvadāšanu pa gaisu un ja tā atbilst pirmā panta noteikumiem.

(2) Nekas šajā konvencijā neaiztur līdzējas puses, kombinētas pārvadāšanas gadījumā, gaisa pārvadāšanas dokumentos atzīmēt noteikumus, attiecošos uz citiem pārvadāšanas veidiem, ar noteikumu, ka šīs konvencijas saturs tiek ievērots attiecībā uz pārvadāšanu pa gaisu.

Piektā nodaļa.

VISPĀRĪGI UN BEIGU NORĀDĪJUMI.

32. pants.

(1) Bez vērtības ir visas pārvadāšanas līguma atsevišķas iepriekšējas klauzulas, ar kuŗu palīdzību līdzējas puses ierobežo šīs konvencijas noteikumus, vai nu ar piemērojamā likuma noteikšanu, vai grozot kompetences noteikumu. Tomēr preču pārvadāšanā šķirējtiesas klauzulas ir atļautas šīs konvencijas robežās, ja šķirējtiesas lēmums izpildāms 28. panta 1. piezīmē paredzēto tiesu iestāžu kompetences vietās.

33. pants.

Nekas no šīs konvencijas nevar aizturēt pārvadātāju atteikties no pārvadāšanas līguma noslēgšanas vai formulēt rīkojumus, kas nestāv pretrunā ar šīs konvencijas noteikumiem.

34. pants.

Šī konvencija nav attiecināma ne uz starptautisku gaisa pārvadāšanu, kuŗu izmēģinājuma veidā izdara gaisa satiksmes uzņēmumi, nolūkā nodibināt regulāras gaisa satiksmes līnijas, ne uz sevišķos apstākļos izdarītiem pārvadājumiem ārpus katras normas gaisa satiksmes ekspluatācijas.

35. pants.

Kad šajā konvencijā ir runa par dienām, tad lieta grozas ap tekošām un ne ap darba dienām.

36. pants.

Šī konvencija ir redīgēta franču valodā vienā eksemplārā, kas paliks novietots Polijas ārlietu ministrijas arhīvā un no kuŗa viens pareizs un apliecināts noraksts, ar soļu valdības gādību, tiks nodots katrai augstai līdzējai pusei.

37. pants.

(1) Šī konvencija jāratificē. Ratifikācijas dokumentus novietos Polijas ārlietu ministrijas arhīvā, kas par to paziņos katrai augstai līdzējai pusei.

(2) Tiklīdz piecas augstās līdzējas puses būs ratificējušas šo konvenciju, tā stāsies spēkā starp viņām deviņdesmitā dienā pēc piektās ratifikācijas novietošanas. Tālāk tā stāsies spēkā starp augstām līdzējām pusēm, kuŗas konvenciju būs ratificējušas, un to ugsto līdzēju pusi, kuŗa nodos ratifikācijas dokumentus deviņdesmitā dienā pēc to novietošanas.

(3) Polijas republikas valdības pienākums ir paziņot katras augstās līdzējas puses valdībai, kad šī konvencija stājas spēkā, kā arī katras ratifikācijas novietošanas datumu.

38. pants.

(1) Šai konvencijai, pēc tās stāšanās spēkā, varēs pievienoties visas valstis.

(2) Pievienošanās izdara, paziņojot par to Polijas republikas valdībai, kuŗa to aris zināmu katras augstās līdzējas puses valdībai.

(3) Pievienošanās stāsies spēkā, skaitot no deviņdesmitās dienas pēc paziņošanas Polijas Republikas valdībai.

39. pants.

(1) Katra no augstām līdzējām pusēm var uzteikt šo konvenciju, paziņojot par to Polijas republikas valdībai, kuŗa par to nekavējoties paziņos katras augstās līdzējas puses valdībai.

(2) Uzteikšana stāsies spēkā sešus mēnešus pēc uzteikšanas paziņojuma un tikai attiecībā uz valsti, kas to būs ziņojusi.

40. pants.

(1) Augstās līdzējas puses varēs pie parakstīšanās, pie ratifikācijas dokumentu nodošanas vai pievienojoties deklarēt, ka, pieņemot konvenciju, tās to neattiecinā uz sām vai uz daļu zem viņu suverēnitātes, autoritātes vai suzerēnitātes stāvošām kolonijām, protektorātiem, mandātu un citām teritorijām.

(2) Tā tad viņas varēs vēlāk pievienoties atsevišķi visu vai daļas koloniju, protektorātu, mandātu vai citu teritoriju vārdā, kas padotas to suverēnitātei, autoritātei vai suzerēnitātei, un kas bija izslēgtas no pirmatnējās deklarācijas.

(3) Viņas varēs arī saskaņā ar saviem noteikumiem, atteikt šo konvenciju atsevišķi attiecībā uz visām vai daļu zem viņu suverēnitātes, autoritātes vai suzerēnitātes stāvošām kolonijām, protektorātiem, mandātu vai citām teritorijām.

41. pants.

Katra no augstām līdzējām pusēm var, visagrākais divi gadi pēc šīs konvencijas noslēgšanas, ierosināt jaunas starptautiskas konferences sasaukšanu, nolūkā atrast uzlabojumus, ar kuŗiem varētu papildināt šo konvenciju. Šajā nolūkā viņa griezīsies pie Francijas republikas valdības, kuŗa spers nepieciešamos soļus, lai sagatavotu šo konferenci.

Šī konvencija izgatavota Varšavā 1929. g. 12. oktobrī, un to varēs parakstīt līdz 1930. g. 31. janvārim.

Par Vāciju:

- (—) R. Richter.
- (—) Dr. A. Wegerdt.
- (—) Dr. E. Albrecht.
- (—) Dr. Otto Riese.

Par Austriju:

- (—) Strobele.
- (—) Reinoehl.

Par Beļģiju:

Par Brazīlijas Savienotām Valstīm:

- (—) Alcibiades Peçanha.

Par Bulgāriju:

Par Ķīnu:

Par Dāniju:

- (—) L. Ingerslev.
- (—) Knud Gregersen.

Par Ēģipti:

Par Spāniju:

Par Igauniju:

Par Somiju:

Par Franciju:

- (—) Pierre Etienne Flandin.
- (—) Georges Ripert.

Par Lielbritāniju un Ziemeļu Īriju:

- (—) A. H. Dennis.
- (—) Orme Clarke.
- (—) R. L. Megarry.

Par Austrāliju:

- (—) A. H. Dennis.
- (—) Orme Clarke.
- (—) R. L. Megarry.

Par Dienvidus Afrikas Savienību:

- (—) A. H. Dennis.
- (—) Orme Clarke.
- (—) R. L. Megarry.

Par Grieķijas republiku:

Par Ungāriju:

Par Itāliju:

Par Jāpānu:

Par Latviju:

Par Luksemburgu:

- (—) E. Arendt.

Par Meksiku:

Par Norvēģiju:

Par Holāndi:

Par Poliju:

- (—) Auguste Zaleski.
- (—) Alfons Kühn.

Par Rumaniju:

Par Zviedriju:

Par Šveici:

- (—) Edm. Pittard.
- (—) Dr. F. Hess.

Par Čehoslovāķiju:

Par Sociālistisko Padomju Republiku Savienību:

Par Venecuēlu:

Par Dienvidslāviju:

- (—) Ivo de Giulli.

PAPILDU PROTOKOLS.

Pie 2. panta.

Augstās līdzējas puses patur sev tiesību ratifikācijas vai pievienošanās momentā pieteikt, ka šīs konvencijas otrā panta 1. piezīme neattieksies uz starptautiskiem gaisa pārvadājumiem, kuŗus izpildīs tieši valsts, viņas kolonijas, protektorāti, mandātu teritorijas vai kuŗa katra zem viņas suverēnitātes, suzerēnitātes vai autoritātes stāvoša teritorija.

Par Vāciju:

- (—) R. Richter.
- (—) Dr. A. Wegerdt.
- (—) Dr. E. Albrecht.
- (—) Dr. Otto Riese.

Par Austriju:

- (—) Strobele.
- (—) Reinoehl.

Par Beļģiju:

Par Brazīlijas Savienotām Valstīm:

- (—) Alcibiades Peçanha.

Par Bulgāriju:

Par Ķīnu:

Par Dāniju:

- (—) L. Ingerslev.
- (—) Knud Gregersen.

Par Ēģipti:

Par Spāniju:

Par Igauniju:

Par Somiju:

Par Franciju:

- (—) Pierre Etienne Flandin.
- (—) Georges Ripert.

Par Lielbritāniju un Ziemeļu Īriju:

- (—) A. H. Dennis.
- (—) Orme Clarke.
- (—) R. L. Megarry.

Par Austrāliju:

- (—) A. H. Dennis.
- (—) Orme Clarke.
- (—) R. L. Megarry.

Par Dienvidus Afrikas Savienību:

- (—) A. H. Dennis.
- (—) Orme Clarke.
- (—) R. L. Megarry.

Par Grieķijas republiku:

Par Ungāriju:

Par Itāliju:

- (—) A. Giannini.

Par Jāpānu:

Par Latviju:

Par Luksemburgu:

- (—) E. Arendt.

Par Meksiku:

Par Norvēģiju:

Par Holāndi:

Par Poliju:

- (—) Auguste Zaleski.
- (—) Alfons Kühn.

Par Rumaniju:

Par Zviedriju:

Par Šveici:

- (—) Edm. Pittard.
- (—) Dr. F. Hess.

Par Čehoslovāķiju:

Par Sociālistisko Padomju Republiku Savienību:

Par Venecuēlu:

Par Dienvidslāviju:

- (—) Ivo de Giulli.

Konvencijas un papildu protokola tulkojumu teksti pieņemti Saeimas 1932. g. 14. jūnija plēnārsēdē.

A. Bļodnieks,
Saeimas sekretārs.

Valsts Prezidenta pavēle armijai un flotei

1932. g. 12. jūlijā

Nr. 348.

§ 1.

Atvaļinu slimības dēļ pavisam no kara dienesta Latgales artilērijas pulka pulkvedi-leitnantu Jāni Licīti.

§ 2.

Atvaļinu no aktīvā kara dienesta, ieskaitot zemessargos, maksimālo vecumu sasniegušo Kara pārmaiņas iestāžu kapteini Jāni Milgrāvi.

§ 3.

Atvaļinu pēc pašu vēlēšanās no aktīvā kara dienesta līdz turpmākam rīkojumam 2. Ventpils kājnieku pulka virsleitnantu Emilu Arvidu Krūmiņu un 8. Daugavpils kājnieku pulka virsleitnantu Egonu Saulīti.

§ 4.

Pārvietoju dienesta labā Armijas štāba apmācības daļas kapteini Juri Štūri uz Kara pārmaiņas iestādēm.

Valsts Prezidents A. Kviesis.

Kara ministris, ģenerālis J. Balodis.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Pārgrozījumi noteikumos par preču un laikrakstu papīra importa rēgulēšanu.

(Izdoti Latvijas Republikas Satversmes 81. p. kārtībā.)

Noteikumos par preču importa rēgulēšanu (Lik. kr. 1931. g. 229 un 1932. g. 35 un 46), kā arī noteikumos par laikrakstu papīra importa rēgulēšanu (Lik. kr. 1931. g. 227) minētie ārzemju preču ievaduma aprobežojumi ar noteiktiem kontingentiem nav attiecināmi uz precēm, kas muižojamas uz sekojošo ievadumtāraifa pantu pamata:

1., 3.—5., 7., 9.—19., 21.—25., 29.—31., 34.—35., 36. p. 1., 2. un 4. pkt., 38., 39., izņemot lopbarības kaļķi, 40., izņemot zirgus un kumeļus, 41., izņemot superfosfātu un kauļu miltus, 42., 43. p. 1., 3. pkt., 44.—50., 51. p. 1., 3.—7. pkt., 52.—54., 58.—60., 62. p. 1., 2., 3c., 3d., 3e., 4.—10. pkt., 63.—64., 65. p. 1.—4. pkt., 66. p. 1.—3. un 5.—9. pkt., 67.—73., 81.—83., 87., izņemot kazeīnu, 89.—107., 108. p. 1.—4. un 7.—10. pkt., 109.—111., 112. p., izņemot 1c. pkt., 113.—116., 118., 122.—124., 125. p. 1., 2a. un 2d. pkt., 126.—129., 133.—136., 137. p. 1. un 6. pkt., 138.—139., 141., 143.—148., 149. p. 1. un 4. pkt., 158. p. 1., 3. un 4. pkt., 159., 160. p. 1. pkt., 162.—163., 165.—166., 169. p. 1.—3. un 8. 9., 11. pkt., 170.—171., 173. p. 1., 2., 3., 6. un 8. pkt., 174.—175., 177. p. 3. pkt., 178.—182., 184. p. 3. un 4. pkt., 186. p. 1. pkt., 195. p. 3. pkt., 202., 212. p. 1. un 2. pkt., 213.—215., 216., izņemot rakstāmpalvas, 217.

Šie noteikumi stājas spēkā izsludināšanas dienā pulksten 24.

Rīgā, 1932. g. 11. jūlijā.

Ministru prezidents un
finanču ministris M. Skujenieks.

Papildinājumi un pārgrozījumi muitas tarifos.

(Izdoti, pamatojoties uz likumu „Papildinājumi un pārgrozījumi muitas tarifos” — Lik. kr. 1932. g. 133.)

I. Ievadumtāraifa (Lik. kr. 1928. g. 57, II ar vēlākiem grozījumiem) izdarīt šādus papildinājumus un pārgrozījumus:

A.

Zemāk uzskaitītos ievadumtāraifa pantos minētām precēm noteikt sekojošas minimālās likmes latos no kilograma:

Tarifa panti	Preču nosaukums	Minimālās likmes latos no kilograma
I. pants		
1)		0,01
ex4)	auzas un mists	0,24
5)		0,24
2. pants		
1)		
a)		0,20
b)		0,24
c)		0,42
2)		0,56
	Piezīme	0,20

Tarifa panti	Preču nosaukums	Minimālās likmes latos no kilograma
3. pants		
ex6)	auzu pārstrādājumi	0,32
ex7)	auzu pārstrādājumi	0,60
9)		0,40
4. pants		
3)		0,90
4)		0,90
6. pants		
1)		5,00
2)		1,50
5)		0,25
6)		0,45
7. pants		1,50
8. pants		
1)		1,50
2)		3,00
11. pants		
1)		2,25
2)		3,00
3)		1,00
12. pants		
1)		4,00
2)		5,00
14. pants		
1)		0,02
15. pants		
1)		15,00
2)		6,00
3)		1,00
17. pants		
1)		0,60
2)		1,50
18. pants		
1)		2,50
2)		4,00
3)		10,00
19. pants		
1)		0,50
2)		1,00
3)		3,00
20. pants		4,00
24. pants		
3)		
a)		3,00
b)		3,00
7)		
a)		1,80
b)		1,80
8)		
a)		1,00
b)		1,20
9)		1,00
10)		4,00
31. pants		
1)		1,00
2)		2,00
32. pants		
1)		0,75
2)		0,03
34. pants		
1)		1,00
2)		1,50
35. pants		3,20
36. pants		
3)		0,20
37. pants		
1)		3,00
2)		4,00
3)		1,50
5)		30,00
39. pants		
1)		0,12
2)		0,12
46. pants		
1)		0,20
2)		5,00
50. pants		4,50
51. pants		
1)		
a)		0,18
b)		0,40
2)		1,20
3)		0,18
4)		1,20
5)		0,30
6)		1,20
7)		0,10
52. pants		
1)		1,00
2)		
a)		0,60
b)		0,80
54. pants		
1)		0,08
2)		0,04

Tarifa panti	Preču nosaukums	Minimālās likmes latos no kilograma
55. pants		
1)		6,00
3)		8,00
4)		8,50
6)		5,00
7)		1,50
56. pants		
1)		0,50
2)		
a)		300,00
b)		60,00
c)		60,00
d)		30,00
e)		10,00
f)		30,00
57. pants		
2)		45,00
6)		2,00
61. pants		
1)		0,60
2)		1,00
3)		3,00
2. piezīme		
b)	par katru tekošu metru	2,40
3. piezīme		
4)		0,75
4)		9,00
5)		9,00
62. pants		
1)		
b)		0,01
2)		0,02
3)		
c)		0,80
4)		0,10
6)		3,00
9)		0,15
10)		3,00
63. pants		0,20
64. pants		
1)		
a)		1,60
b)		2,40
2)		
a)		8,00
b)		20,00
3)		
a)		16,00
b)		20,00
4)		0,05
65. pants		
1)		0,002
66. pants		
2)		0,01
3)		
a)		0,005
b)		0,03
6)		
b)		0,01
7)		0,03
67. pants		60,00
68. pants		
1)		6,00
2)		0,60
3)		
a)		0,60
b)		1,20
c)		3,00
4)		0,01
69. pants		
1)		0,01
2)		0,02
71. pants		
1)		0,03
3)		
a)		0,08
b)		0,16
4)		
a)		0,30
b)		0,005
5)		
a)		0,40
b)		0,30
7)		0,60
8)		2,25
72. pants		
3)		
a)		0,01
b)		0,01
c)		0,03
4)		0,004
73. pants		
3)		
a)		0,10
b)		0,15
c)		0,30
4)		
a)		0,30
b)		0,40
c)		0,60

Tarifa panti	Preču nosaukums	Minimālās likmes latos no kilograma
75. pants		
1)		0,30
2)		0,45
3)		1,50
76. pants		
1)		0,75
2)		1,50
3)		1,80
4)		18,00
77. pants		
1)		
a)		0,225
b)		0,375
c)		0,60
2)		1,20
3)		2,25
4)		
a)		3,60
b)		6,00
5)		7,50
6)		
a)		0,60
β)		0,90
γ)		1,50
7)		
a)		4,50
b)		5,00
78. pants		
1)		
a)		0,375
b)	no cm ²	0,001
c)	no cm ²	0,00125
d)	no cm ²	0,0014
e)	no cm ²	0,0025
f)	no cm ²	0,0027
g)	no cm ²	0,0032
79. pants		
1)		0,00125
2)		0,002
3)		0,003
4)		0,001
80. pants		
1)		0,01
81. pants		
1)		0,10
2)		0,60
83. pants		
1)		0,01
3)		0,01
87. pants		
1)		
a)		0,05
2)		0,03
89. pants		0,001
90. pants		0,20
91. pants		
1)		0,003
92. pants		
1)		0,05
93. pants		
1)		0,01
94. pants		
1)		0,001
2)		0,10
95. pants		
1)		0,05
2)		0,45
3)		0,75
96. pants		
1)		0,001
101. pants		
2)		0,03
3)		0,01
102. pants		
1)		0,05
104. pants		
1)		0,005
105. pants		
1)		
a)		0,001
3)		
a)		0,002
4)		
a)		0,001
106. pants		
1)		0,15
107. pants		0,001
108. pants		
1)		
a)		0,001
b)		0,30
2)		0,15
3)		0,002
4)		1,50
5)		2,00
6)		2,00
10)		0,15

Tarifa pants	Preču nosaukums	Minimālās likmes latos no kilograma	Tarifa pants	Preču nosaukums	Minimālās likmes latos no kilograma	Tarifa pants	Preču nosaukums	Minimālās likmes latos no kilograma	Tarifa pants	Preču nosaukums	Minimālās likmes latos no kilograma
112.	pants		146.	pants							
1)			1)		0,02	i)		0,60	6)		
f)		0,50	3)		0,05	o)		3,00	a)		30,00
2)			147.	pants		r)		0,75	b)		45,00
a)		10,00	1)		0,03	3)			c)		45,00
b)		2,00	148.	pants		a)		5,00	d)		30,00
3)		5,00	3)			b)		4,50	e)		75,00
4)			4)		200,00	e)		1,00	f)		40,00
a)		0,30	5)		150,00	f)		1,00	7)		120,00
b)		2,00	162.	pants		g)		3,00	8)		
5)			1)		0,40	h)		5,00	a)		150,00
b)		1,00	2)		1,00	178.	pants		b)		150,00
d)		1,00	3)		2,00	1)			1)		
6)	Piezīme	0,20	163.	pants		a)		1,00	a)	no gabala	18,00
8)			1)		0,20	b)		3,00	b)	no gabala	6,00
a)		1,00	2)			179.	pants		2)	no gabala	10,00
b)		8,00	a)		0,60	1)		0,03	a)	no gabala	4,50
c)		4,00	b)		3,00	2)		0,01	b)	no gabala	4,50
9)			c)		4,00	3)		0,02	3)		
c)		2,00	d)		6,00	180.	pants		a)	no gabala	1,00
113.	pants		164.	pants	0,75	1)		0,10	b)	no gabala	4,00
2)		1,00	165.	pants	1,25	2)		0,30	c)	no gabala	1,00
3)			166.	pants	2,00	3)		1,20	1. piezīme	vēl no gabala	2,00
b)		1,00	167.	pants		4)		2,00	212.	pants	
115.	pants		3)		0,09	181.	pants		1)		6,00
3)		0,20	168.	pants		1)		0,05	2)		9,00
116.	pants	3,00	1)		2,00	182.	pants		1) a)		12,00
117.	pants		2)		1,50	3)		1,00	b)		8,00
1)		0,45	3)		1,25	184.	pants		2)		24,00
2)		0,45	4)		0,75	4)		0,03	214.	pants	
3)		0,40	169.	pants		189.	pants		1) a)		80,00
4)		0,15	1)		1,50	1)		10,00	b)		60,00
5)		1,20	2)			2)		15,00	2) a)		24,00
6)			a)		4,00	2)		0,60	b)		20,00
a)		0,60	b)		2,00	190.	pants		3)		8,00
b)		0,80	3)			194.	pants				
119.	pants		a)		3,00	1)		4,00	B.		
1)		15,00	β)		3,00	2) a)		1,00	Maksimālās likmes visos ievadmuītas tarifa pantos, no 1.—217. p., ir par 100% augstākas kā minimālās likmes, izņemot 19. panta 1. punktu, 20. pantu un 21. panta 1. un 2. punktu, kurās maksimālās likmes paliek vienādas ar minimālām, un tos pantus, kurās minimālās likmes arī turpmāk paliek brīvi; pēdējā gadījumā ir spēkā līdzšinējās maksimālās likmes.		
2)		50,00	c)		2,00	b)		1,20			
3)		10,00	4)			4)		0,75	II. Šie papildinājumi un pārgrozījumi neattiecas uz muītas tarifu vispārējo noteikumu 23. un 24. pantu.		
121.	pants		a)		1,20	5)		2,50			
2)		2,50	b)		1,80	201.	pants		Ministru prezidents un finanču ministris M. Skujenieks.		
124.	pants		9)		0,40	1)		12,00			
1)		0,001	10)		4,00	2)		10,00	Rīkojums № 111 1932. g. 7. jūlijā.		
2)		0,001	170.	pants	12,00	3)		15,00			
3)		0,015	171.	pants		4)		10,00	1. Koloniālpēcū tirgotājam L. Richteram atļauts no ārzemēm ievestas tālāk ievietotā sarakstā uzskaitītās nenomui- totās preces, kas pieteiktas tranzītam muīt. lik. 138. p. pielik. 1. p. noteiktā kārtībā, ievietot privātā noliktavā pārsaiņošanai un izvešanai uz ārzemēm. No- liktava ierīkojama telpās, kurās atzītas par piemērotām šādas noliktavas ierī- košanai (rik. № 128/27.).		
4)		0,10	1)			d)		18,00			
125.	pants		a)	no gabala	6,00	α)		10,00	1) Olu pulveris,		
1)		0,02	b)	no gabala	12,00	β)		18,00	2) Buljona ekstrakts un buljons kubikos,		
a)		0,025	c)	no gabala	1,20	e)		12,00	3) Kafija,		
130.	pants	2,00	d)	no gabala	1,20	f)		7,50	4) Tēja,		
131.	pants	0,50	2)			205.	pants		5) Kakao,		
132.	pants	0,60	a)	no gabala	50,00	1)		2,00	6) Kviešu milti,		
135.	pants	3,50	β)	no gabala	25,00	4)		6,00	7) Rīsi,		
136.	pants	3,50	b)	no gabala	7,50	5)			8) Manna,		
137.	pants		c)	no gabala	3,00	206.	pants		9) Auzu pārslas,		
1)		1,50	172.	pants		1)		12,00	10) Griķu putraimi,		
2)		4,00	1)		600,00	a)		15,00	11) Cukurs,		
4)		2,00	a)	no gabala	100,00	b)			12) Augļi, zāvēti un konservos, augļu sula,		
5)		1,20	b)	no gabala	160,00	2)		30,00	13) Saknes, zāvētas,		
140.	pants		3)		200,00	3)		75,00	14) Zārdines,		
ex 4)	visāda šķīru dzelzs, platu- mā vai augstumā vairāk kā 180 mm, kā arī biezumā vai diametrā 105 mm un vairāk; leņķu dzelzs ar vienādiem sāniem platumā vairāk kā 90 mm, kā arī leņķa dzelzs ar nevienādiem sāniem visādā platumā; fasona dzelzs, kā: T-, I-, Z-, un bīms- dzelzs, vi- sādos izmēros; U- dzelzs, augstumā vairāk kā 75mm; fasondzelzij līdzīga, saliktu šķērsgrīzuma dzelzs	0,01	a)	no gabala	9,00	207.	pants		15) Zivju trāns,		
142.	pants		b)	no gabala	4,00	1)		40,00	16) Kondensēts piens,		
ex 4)	visādu šķīru tērauds, platumā vai augstumā vairāk kā 180 mm, kā arī biezumā vai diametrā 105 mm un vairāk; vienād- sānu leņķa tērauds, ar sānu platumu vairāk kā 90 mm, kā arī leņķu tērauds ar nevienādiem sāniem visāda platumā; fasona tērauds; kā: T-, I-, Z-, un bīms- tē- rauds, visādos izmēros; U- tērauds, augstumā vairāk kā 75 mm; fason- tēraudam līdzīgs, saliktu šķērsgrī- zumu tērauds	0,01	4)		4,00	2)		60,00	17) Dietiski preparāti,		
143.	pants		5)		4,00	3)		100,00	18) Olivu eļļa,		
1)		0,05	176.	pants		208.	pants		19) Augu tauki,		
2)		0,05	1)		0,02	1)		150,00	20) Zīda, samta un apdrukāti kokvilnas audumi,		
4)		0,15	a)		0,03	a)			21) Gumijas drēbe,		
a)			b)		0,04	b)			22) Pīrtmales un cepures,		
144.	pants		c)		0,06	α)		100,00	23) Galanterijas preces,		
1)		0,05	2)		0,03	β)		50,00	24) Actēnes,		
2)		0,05	a)		0,09	209.	pants		25) Rasetnes,		
4)		0,15	b)		0,09	1)		15,00	26) Medicīniski aparāti un piederumi,		
a)			3)		0,005	a)		20,00	27) Ādātas, visādas,		
144.	pants		Piezīme		0,002	b)		30,00			
1)		0,15	4)		0,01	c)		30,00			
1)			177.	pants		d)		60,00			
1)			1)			2)		60,00			
1)			f)		0,08	3)		18,00			
1)			α)		0,14	a)		60,00			
1)			β)		0,80	b)		60,00			
1)			g)		0,75	4)		25,00			
1)			h)		0,75	a)		45,00			
1)			2)			b)		150,00			
1)			a)		0,24	c)					
1)			e)		0,50	5)		40,00			
1)			h)		0,60	a)		150,00			
1)						b)					

- 28) Rakstāmašinas,
- 29) Parfimerijas.

Piezīme. Šais noliktavās atļauts novietot tikai tādas preces, kuŗu rīkotājs (muit. lik. 361. p.) ir noliktavas atvērējs.

2. Iepriekšējā pantā minētai noliktavai jāatrodas pastāvīgā muitas uzraudzībā; šim nolīkam muitas departaments piekomandē noliktavai vajadzīgos ierēdņus uz laiku, kamēr noliktavā izdara pārsaiņošanas operācijas. Visi izdevumi, kas saistīti ar muitas uzraudzību, jāsedz noliktavas īpašniekam.

3. Kad noliktavā nenotiek šai rīkojumā paredzētās operācijas, noliktavai jāatrodas zem muitas plombēm.

4. Ja preču rīkotājs (1. p.) tranzitam pieteiktās preces vēlas novietot šini rīkojumā paredzētā noliktavā, viņam vai nu preču pārbaudes dokumentā jāieraksta vajadzīgā atzīme, vai arī jāiesniedz muitnīcai atsevišķs paziņojums.

5. Saņemot paziņojumu par preču novietošanu privātā noliktavā (4. p.), muitnīca attiecīgās preces pārbauda. Preču pārbaudes dokumentā uzrādāms: tarifa nosaukums un daudzums, preces tirdznieciskais nosaukums, un katrā atsevišķā preču vietā esošo oriģināliesaiņojumu skaits, pie kam preces atestējamas, šķirojot tās pozīcijās pēc preču tirdznieciskā nosaukuma.

6. Par pārbaudītām precēm muitnīcai jāizraksta pavadzīme, kuŗā uzrādāmas visas preču pārbaudes dokumentā minētās ziņas (5. p.). Preces reizē ar minētām pavadzīmēm 2 eksemplāros nosūtāmas privātā noliktavā muitas uzrauga pavadībā un nododamas noliktavai piekomandētā muitas ierēdņa pārziņā. Viens pavadzīmes eksemplārs paliek muitas ierēdņim kā attaisnojošs dokuments preču ierakstījumam noliktavas grāmatā (7. p.), bet otrais eksemplārs, ar muitas ierēdņa un preču rīkotāja parakstu par preces saņemšanu, nosūtāms atpakaļ muitnīcai. Preču pārbaudes dokumenta izbeigšanai. Pavadzīmēs muitas ierēdņim jāatzīmē kārtas numurs, ar kuŗu preces ierakstītas noliktavas grāmatā. Muitnīca saņemto pavadzīmes eksemplāru, pēc salīdzināšanas ar kravas un pārbaudes dokumentiem, pievieno attiecīgām preču pārbaudes dokumentam.

7. Par saņemtām un no noliktavas izlaistām nenomuitotām precēm (1. p.) muitas ierēdņim jāraksta sevišķa noliktavas grāmata. Minētā grāmata rakstāma pa atsevišķiem saimniecības gadiem, un pēc noliktavā vēl esošo preču ierakstīšanas jaunā grāmatā tā ar visiem attaisnojošiem dokumentiem iesūtāma Valsts Kontrolei ne vēlāk par nākošā saimniecības gada 20. aprīli.

8. Noliktavā novietotām preču vietām uzlīpināmas zīmītes ar kārtas numuru, ar kuŗu preces ierakstītas noliktavas grāmatā.

9. Noliktavā novietotās preces atļauts pārsaiņot, ņemot tās no dažādām preču vietām un sakopojot tās pēc vajadzības vienā preču vietā, neobjājot preču oriģināliesaiņojumu. Izdarot šādu pārsaiņojumu, atļauts iesaiņot vienā iesaiņojumā kopā ar nenomuitotām precēm arī vietējās un nomuitotās ārzemju preces.

Piezīme. Vienā iesaiņojumā, kas ietilpst pārsaiņotā preču vietā, nav atļauts savienot vietējās resp. nomuitotās preces ar nenomuitotām precēm (p. p. vienā maisiņā nevar sabērt vietējo un nenomuitoto cukuru u. t. t.).

10. Noliktavā (1. p.) nav atļauts uzglabāt vietējās vai nomuitotās ārzemju preces. Šis preces noliktavā var atrasties tikai pārsaiņošanas laikā un nosūtīšanai uz ārzemēm sagatavotās preču vietās (12. p.).

11. Uzraugot pārsaiņošanu, muitas ierēdņim jākonstatē, no kādas vietas un partijas (preču pārba. dok. №) un kādā daudzumā preces ņemtas un sakopotas jaunos iesaiņojumos. Šis ziņas ierakstāmas noliktavas grāmatās attiecīgās vietās.

12. Pārsaiņotās preču vietas (9. p.) aizplombējamas ar muitas plombi un uzglabājamās noliktavā (1. p.) līdz izvešanai uz ārzemēm.

13. Pārsaiņotās preču vietas (12. p.) var izsūtīt uz ārzemēm pa pastu vai dzelzceļu. Minētās preču vietas nogādājamās dzelzceļa stacijā vai pastā muitas uzrauga pavadībā, pie kam, ja izsūtīšana notiek pa pastu, — pasta pakai un pasta deklarācijām uzspiežams zīmogs „Latvijā muitojama“.

Ja preces izved uz ārzemēm pa dzelzceļu, tās nododamas dzelzceļam ar tranzīta

sūtījuma pavadzīmēm. — Pēc paziņojuma saņemšanas no izlaidējas muitnīcas par preces pārlaišanu pār robežu Rīgas muitnīca paziņo noliktavai piekomandētām muitas ierēdņim par sūtījuma izvešanu uz ārzemēm.

14. Izsūtīto preču pasta kvīts (13. p.) jāuzrāda noliktavai piekomandētām ierēdņim, kas noliktavas grāmatā vajadzīgās vietās atzīmē izsūtīto preču kvīšu numurus.

Pa dzelzceļu nosūtītās preces muitas ierēdņim izraksta no noliktavas grāmatām uz no Rīgas muitnīcas saņemtā paziņojuma pamata par preces izvešanu uz ārzemēm.

15. Ja pārsaiņotās preču vietas (13. p.) pienāk atpakaļ Latvijā, tās ielaižamas atpakaļ tikai pret muitas nodokļu samaksu par visām preču vietās esošām precēm.

Piezīme. Ja atpakaļ ievestām preču vietām pievienoti pierādījumi, ka tās nav bijušas izlaistas no attiecīgo ārzemju iestāžu (muitas vai pasta) pārziņas, tad tās parastā kārtībā nogādājamās atpakaļ privātā noliktavā un nododamas muitas ierēdņa pārziņā. Šādos gadījumos muitas nodokļi nav iekasējami. Atpakaļ atvestās preces no jauna iegrāmtojamas.

16. Uz katra trešā mēneša pirmo dienu visi noliktavā esošie krājumi pārbaudāmi un salīdzināmi ar noliktavas grāmatas datiem. Ja šādā pārbaudē izrādītos iztrūkums, muitas ierēdņim par to ziņo Rīgas muitnīcai, kuŗa par konstatētiem iztrūkumiem nekavējoties iekasē attiecīgos muitas nodokļus (m. lik. 530. p.).

17. Ja izdarot iepriekšējā pantā paredzēto pārbaudi, muitas ierēdņim konstatētu preču pārpalikumus, tie iegrāmtojami noliktavas grāmatā. Tāpat iegrāmtojami arī tukšie maisi, kas palikuši no preču pārsaiņošanas.

18. Noliktavai piekomandētām muitas ierēdņim jāseko, lai preces neatrastos muitas pārziņā ilgāk par 3 gadiem (m. lik. 138. p. pielik. 8. p.). Par visām precēm, kam šis termiņš izbeidzies, muitas ierēdņim ziņo Rīgas muitnīcai, kuŗa spēr soļus šo preču likvidēšanai.

19. Šini rīkojumā minētās operācijas nav attiecināmas uz pasūtījumiem, kuŗus firma saņem no Latvijā dzīvojošām personām.

Šis rīkojums stājas spēkā izsludināšanas dienā.

Finanču ministris M. Skujenieks.
Muitas departamenta direktors E. Dundurs.

Rīkojums.

Pamatojoties uz pieminekļu aizsardzības likumu, pieminekļu valde nolēma ierakstīt valsts aizsargāmo pieminekļu sarakstā šādus pieminekļus:

№ 946. Rīgā, Rātslaukumā № 5, biedrībai Melngalvju kompanijai piederošo un Melngalvju namā glabājušos archivu.

№ 947. Valmieras apriņķī, Valmieras Latviešu Biedrībai piederošo Koceniņu Brendiķa purvā atrasto koka „Iaivīgu“.

№ 948. Valmieras apriņķī, Valmieras Latviešu Biedrībai piederošo Bos primigēnijs'a galvas kausu.

№ 949. Cēsu apriņķī, Cirstu pagastā, Siļu māju robežās esošo t. s. „Bada akmeni“.

№ 950. Madonas apriņķī, Patkules pagastā, Ivanu māju robežās esošo t. s. „Lielo akmeni“.

№ 951. Ventpils apriņķī, Dundagas pagastā, Teodoram Tiesam piederošā zemē esošo akmeni ar uzrakstiem.

№ 952. Valkas apriņķī, Trapenes pagastā esošo brāļu draudzes Mikužu saiešanas namu ar piederīgo iekārtu.

№ 953. Valkas apriņķī, Vijciema pagastā esošo brāļu draudzes Kalējiņu saiešanas namu līdz ar piederīgo iekārtu.

№ 954. Valkas apriņķī, Bilskas pagastā esošo brāļu draudzes Liepiņu saiešanas namu līdz ar piederīgo iekārtu.

№ 955. Valkas apriņķī, Veclaicenes pagastā esošo brāļu draudzes Vistiņu saiešanas namu līdz ar piederīgo iekārtu.

№ 956. Valkas apriņķī, Ziemeru pagastā esošo brāļu draudzes Ādiņu saiešanas namu līdz ar piederīgo iekārtu.

№ 957. Valkas apriņķī, Blomes pagastā esošo brāļu draudzes Riņģu saiešanas namu līdz ar piederīgo iekārtu.

№ 958. Valkas apriņķī, Plāņu pagastā esošo brāļu draudzes Knapes saiešanas namu līdz ar piederīgo iekārtu.

№ 959. Valkas apriņķī, Plāņu pagastā esošo brāļu draudzes Mežuļu kambari līdz ar piederīgo iekārtu.

Apstiprinu
1932. g. 11. jūlijā
Finanču ministris M. Skujenieks.

RĪKOJUMS.

Finanču ministrija, līdz turpmākam rīkojumam, maksās linu ražotājiem par valsts linu apstrādāšanas fabrikās nododamiem mērcētiem linu stiebrīpiem, mistītiem liniem un neapstrādātām pakulām šādas cenas par 1 kilogramu:

Pie garšskiedras iznākuma 0/0	Par apstrādājamiem garšskiedrā					Pie kopskiedras iznākuma 0/0	Par apstrādājamiem pakulās		
	Šķiedras šķiras						Šķiras		
	R	ZK	SPK	PK	K		I	II	III
	S a n t i m o s						S a n t i m o s		
20	12	10	8	6	4	25	5	3	2
19	12	10	8	6	4	24	5	3	2
18	11	10	8	6	4	23	5	3	2
17	11	9	7	6	4	22	5	3	2
16	10	9	7	5	4	21	5	3	2
15	10	8	7	5	4	20	4	3	2
14	9	8	6	5	3	19	4	3	1
13	9	8	6	5	3	18	4	2	1
12	8	7	6	4	3	17	4	2	1
11	8	7	5	4	3	16	3	2	1
10	7	6	5	4	3	15	3	2	1
9	6	5	4	3	3	14	3	2	1

Šis rīkojums stājas spēkā ar 1932. g. 15. augustu.

Departamenta direktors J. Miezis.

Nodaļas priekšnieks R. Lože.

Linu kultūras un apstrādās. lietu vadītājs P. Kēviets.

№ 960. Valkas apriņķī, Smiltenes pagastā esošo brāļu draudzes Macuļu saiešanas namu līdz ar piederīgo iekārtu.

№ 961. Valkas apriņķī, Trikātas pagastā esošo brāļu draudzes Jaunķepiņu saiešanas namu līdz ar piederīgo iekārtu.

№ 962. Daugavpils apriņķī, Višķu pagastā, Zaborņu sadzās viensētā № 12 esošo pilskalnu t. s. „Napoleona redutu“.

1932. g. 11. jūlijā. № 870.

Pieminekļu pārvaldes direktora p. i.,
inspektors A. Štāls.
Sekrētārs A. Fōrups.

Valdības darbība.

Ministru kabineta sēde

1932. g. 11. jūlijā.

1. Pieņem papildinājumus un pārgrozījumus muitas tarifos un nolēmij tos izdot pārvaldes kārtībā.

2. Pieņem pārgrozījumus noteikumos par preču importa rēgulēšanu un nolēmij tos izdot Latvijas Republikas Satversmes 81. panta kārtībā.

3. Apstiprina labības monopola budžetu 1932./33. saimniecības gadam.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Paziņojums.

Meliorācijas departaments paziņo, ka zemkopības ministris ar š. g. 9. jūnija lēmumu ir apstiprinājis kultūrtechniskās daļas sastādīto un Īslices meliorācijas sabiedrības „Murdzenis“ dalībnieku pilnā sapulcē pieņemto šīs sabiedrības novadgrāvju projektu.

Līdz ar projekta apstiprināšanu visiem dalībnieku sarakstā uzrādītiem nekustamās mantas īpašniekiem vai viņu tiesību ņēmējiem uzlikts par pienākumu piedalīties Īslices meliorācijas sabiedrībā „Murdzenis“, minēto meliorācijas darbu izvešanā, saistīto izdevumu kārtēšanā un izvesto darbu kārtībā uzturēšanā.

Rīgā, 1932. g. 5. jūlijā.

Meliorācijas departamenta tehniskās daļas vadītājs M. Šjachtovičs.

Kancelejas darbu vadītāja v. Brandts.

Paziņojums.

Ar Jelgavas apgabaltiesas kriminālnodaļas š. g. 9. jūlija rīcības sēdes lēmumu apkūlāta:

406. Brošūra „Tērauda ziedi“ Jāņa Cavara dzejoļu krājums. Latvijas skolotāju kooperatīvs — ģenerālkommisionārs. Rīgā — 1932. Iespiesta „R. Ēks, J. Kronis un biedri“ spiestuvē, Jelgavā.

Rīgā, 1932. g. 12. jūlijā. № 154481.

Preses un biedrību nodaļas vadītājs K. Vilde.

Darbvedis (paraksts).

Jēkabpils apriņķa mērnīeks,

pamatojoties uz 1931. g. 25. janvāri starp Latviju un Lietuvu noslēgtās konvencijas par valsts robežas pārdalīto vienību korroborāciju un likvidāciju 5. pantu, paziņo, ka viņš š. g. 16. augustā pulksten 9, Rītes pagasta namā noteiks īpašniekus zemes atgrīezumiem, kuŗi ar valsts robežas novilkšanu pārnākuši no Lietavas Juodupes pagasta Latvijas daļā Elkšņu un Rītes pagastos. Interesēto minēto zemes gabalu īpašnieki un pierobežnieki tiek uzaicināti ierasties uz augšminēto sēdi, līdzņemot savus zemes plānus un īpašuma tiesību pierādošos dokumentus.

Apriņķa mērnīeks J. Pētersons.

Darbvedis M. Cers.

Tautas labklājības ministrijas uzaicinājums valsts, pašvaldības un privātām iestādēm.

Tautas labklājības ministrija uzaicina valsts, pašvaldības un privātas iestādes un uzņēmumus vajadzības gadījumā pieprasīt darba spēku Rīgas pilsētas darba apgādē, Torņa ielā 4, tālruni: 21712 un 21714.

Š. g. 1. jūlijā darba apgādē bija šāds skaits bezdarbnieku:

Sievietes:	
Tekstilrūpniecības strādnieces	21
Apģērbu rūpniecības strādnieces	66
Minerālvielu apstrādāšanas strādņ.	11
Ķīmiskās rūpniecības strādnieces	17
Dažādu dzīvnieku vielu apstrādāšanas strādnieces	6
Pārtikas un narkot. vielu strādņ.	12
Tirdzniecības kalpotājas	11
Grāmatrūpniecības darbinieces	4
Higienas darbinieces	6
Kantoņa darbinieces	20
Mājkalpotājas	99
Laukstrādnieces	6
Nekvalificētas strādnieces	956
Citos arodos	9
Pusaudži	4
Kopā 1248	

Vīrieši:

Metalstrādnieki	298
Kokstrādnieki	104
Pārtikas un narkot. vielu strādņ.	31
Minerālvielu apstrādās. strādnieki	21
Grāmatrūpniecības darbinieki	16
Ķīmiskās rūpniecības strādnieki	4
Dažādu dzīvnieku vielu apstrād. strādnieki	58
Tekstilrūpniecības strādnieki	8
Apģērbu rūpniecības strādnieki	45
Būvstrādnieki	172
Tirdzniecības kalpotāji	34
Transporta strādnieki	26
Kantoņa darbinieki	46
Laukstrādnieki	8
Nekvalificēti strādnieki	856
Citos arodos	11
Pusaudži	5
Kopā 1743	

Liepājas lauku iec. miertiesnesis

1932. g. 11. jūlijā izbeidz Gotharda Ernesta d. Zingenieka meklēšanu, iespiestu „Valdības Vēstnesī“ 1931. gada 15. augusta 180. numurā.

Pap. miertiesnesis Robežnieks.
Sekretāra v. M. Riekstiņš.

Nekustamas mantas saraksts,
kuŗas īpašniekiem vai viņu tiesību ņēmējiem pēc zemkopības ministra š. g. 9. jūnija lēmuma ir jāpiedalās Īslīcas meliorācijas sabiedrībā „Murdzenis“, jāņem dalība pie šīs sabiedrības novadgrāvju rakšanas darbu izvešanas, saistīto izdevumu kārtēšanas un izvesto darbu kārtībā uzturēšanas.

№ pēc kārtas	Dalībnieka vārds un uzvārds	Dalībnieka īpašumu tiesību apzīmējums	Dalībniekam piederošo vai viņa lietošanā esošo māju nosaukums	Māju №№		Kādā pagastā atrodas mājas un pie kādas agrākās muižas piederēja	Darbu izmaksa pēc projekta, no kuŗas aprēķina dalībnieku balsu skaitu Ls	Piezīmes
				pēc mērmēģa plāniem	pēc zemes grāmatu reģistra			
1.	Krists Cinis	Īpašnieks	Ciņi	18F	8926	Īslīcas pag. Kausminde, muižas	56,—	Šini dalībnieku sarakstā uzrādītās darbu izmaksas summas uzskatāmas par pamatu dalībnieku maksājumu noteikšanai un nokārtošanai kā pie darbu pirmreizējas izvešanas, tā arī pie izvesto darbu uzturēšanas kārtībā turpmāk, ņemot vērā darbu faktisko izmaksu, kuŗa var būt mazāka vai lielāka.
2.	Gederts Celmiņš	„	Plukti	—	1614	Īslīcas pag. Borsminde-Greizdarbes muižas	160,—	
3.	Krišjānis Kālis	„	Kāļi	26F	8930	Īslīcas pag. Kaucminde muižas	207,—	
4.	Jānis-Voldemārs Krūmiņš	„	Liel-Spradži	—	1622	Īslīcas pag. Borsminde-Greizdarbes muižas	770,—	
5.	Jānis Lācis	„	Lāciši	27F	9161	Īslīcas pag. Kaucminde muižas	377,—	
6.	Juris Treide	„	Stūri	25F	9392	„ „ „ „	105,—	
7.	Jāzeps Nudis	„	Novadnieki	28F	8940	„ „ „ „	139,—	
8.	Teodors Linga	„	Smilgas	—	370	„ „ „ „	1060,—	
9.	Andrēja Mēkona mantojuma masa	Mantnieki	Maz-Spradži	—	1623	Īslīcas pag. Borsminde-Greizdarbes muižas	689,—	
10.	Olga-Emilija Ezernieks, dz. Linga	Īpašniece	Ezernieki	—	1597	Tas pats	877,—	
11.	Lūcija Milgrāvis	„	Juriņu-Jaunzemi	—	349	Īslīcas pag. Kausminde muižas	752,—	
12.	Dāvids Dreņģers	Īpašnieks	Mēkuņi	—	1613	Īslīcas pag. Borsminde-Greizdarbes muižas	823,—	
13.	Kārlis Staļģevics	„	Juriņu-Dirdas	—	346	Īslīcas pag. Kaucminde muižas	1012,—	
14.	Juŗa Dumpes mantojuma masa	Mantnieki	Gudiņi	—	1601	Īslīcas pag. Borsminde-Greizdarbes muižas	1204,—	
15.	Kārlis-Augusts Kociņš	Īpašnieks	Gudiņu krogs	39F	9003	Tas pats	421,—	
16.	Roberts Staļģevics	„	Naķēni	—	364	Īslīcas pag. Kaucminde muižas	1244,—	
17.	Žanis Purvs	„	Vājības	—	1627	Īslīcas pag. Borsminde-Greizdarbes muižas	547,—	
18.	Jēkabs Priede	„	Čakstes	—	1626	Tas pats	833,—	
19.	Emilija-Amīlda Purvs prec. Mūrnieks	Īpašniece	Jaunvājības	—	12698	„ „	707,—	
20.	Jānis-Teodors Drunka	Īpašnieks	Drunkas	60F	7426	„ „	340,—	
21.	Jānis Resnis	„	Sermukši	61F	7493	„ „	485,—	
22.	Andrējs Kārklīņš	„	Jaunkārklīņi	62F	7523	„ „	252,—	
23.	Jēkabs Šmidtiņš	„	Murdziņi	63F	7490	„ „	353,—	
24.	Vilis Pūpols	„	Katkūnu-Pūpoli	—	1604	„ „	1278,—	
25.	Jānis Ezis	„	Katkunu-Tilti	—	1605	„ „	1560,—	
26.	Paulīne Kancers, dz. Briņķis, prec. Franks	Īpašniece	Ziedoņi	67F	12127	„ „	221,—	
27.	Jānis-Ludvigs Straumītis	Īpašnieks	Jaunstraumītes	68F	7529	„ „	176,—	
28.	Arvids Cezars	Īpašnieks	Mežmaļi	69F	7525	„ „	367,—	
29.	Bauskas virsmežniecība	—	Valsts mežs	—	—	Īslīcas pagastā	2575,—	
30.	Jēkabs Purvs	Īpašnieks	Maz-Ribeles	—	1616	Īslīcas pag. Borsminde-Greizdarbes muižas	1121,—	
31.	Voldemārs Ribelis	„	Liel-Ribeles	—	1615	„ „	1157,—	
32.	Bauskas virsmežniecība	—	Mežsarga dien. zeme	—	—	Īslīcas pagastā	245,—	
33.	Kārļa Skraupja mantojuma masa	Mantnieki	Purvarājumi	95F	—	Īslīcas p. Borsminde-Greizdarbes m.	538,—	
34.	Gederts Kārklīņš	Īpašnieks	Rājumi	1	7484	Īslīcas pag. Pāces muižas	310,—	
35.	Kārlis Dessa	„	Velenas	2	7485	„ „ „ „	369,—	
36.	Jānis Spura	„	Mežarājumi	96F	7825	Īslīcas pag. Borsminde-Greizdarbes muižas	420,—	
37.	Andrējs Neulands	„	Giles	—	1599	Tas pats	202,—	
38.	Īslīcas pagasta pašvaldība	Īpašniece	Skola	40F	8120	„ „	154,—	
39.	Krišjānis Vangalis	Īpašnieks	Plūdiņi	43F	7766	„ „	145,—	
40.	Otilija-Milda Dumpis, dzim. Platais	Īpašniece	Kalves	44F	7488	„ „	292,—	
41.	Kārlis Kalniņš	Īpašnieks	Dziedoņi	45F	7487	„ „	194,—	
42.	Kārlis Bekkeris	„	Bekeri	51F	7516	„ „	105,—	
43.	Augusts Trūba	„	Burtnieki	52F	7518	„ „	116,—	
44.	Jēkabs Košķins	„	Vārpas	54F	7497	„ „	125,—	
45.	Emīls-Ludvigs Jātnieks	„	Dumbrāji	59F	7519	„ „	289,—	
46.	Kārlis Žaks	„	Stiebrīņi	55F	8083	„ „	290,—	
47.	Ernests Kapkalns	„	Kapkalni	56F	8535	„ „	179,—	
48.	Elvira - Tereze Feldmanis, šķirta Monachor, precēta Paozols	Īpašniece	Dambenieki	58F	8081	„ „	301,—	
49.	Emilija - Lizete Jansons, prec. Šķērsis	„	Kvietes	—	1608	„ „	435,—	
50.	Lība Strauts-Dravnieks	„	Klienes	—	1606	„ „	873,—	
51.	Jānis Šitka	Īpašnieks	Līģeikas	—	1611	„ „	195,—	
52.	Jānis Purviņš	„	Bežumi	—	1593	„ „	476,—	
53.	Antonija Kuļikovskijs, dz. Ozols	Īpašniece	Čiči	—	372	Īslīcas pag. Kaucminde muižas	531,—	
54.	Auguste Burkevics, dz. Bērziņš	„	Grobi	—	350	„ „ „ „	106,—	
55.	Zelma Bērziņš, dz. Rudzītis un Helene Bērziņš	Īpašniecība	Jaungrobi	—	15595	„ „ „ „	290,—	
56.	Grieta Bērziņš, dz. Smidts un Vilis Bērziņš	„	Jaunbērziņi	—	15594	„ „ „ „	396,—	
57.	Jāņa Dveiges mantojuma masa	Mantnieki	Baltas	—	1591	Īslīcas pag. Borsminde-Greizdarbes muižas	106,—	
58.	Mārtiņš Liepa	Īpašnieks	Liepas	64F	7431	Tas pats	421,—	
59.	Jānis Piekus	„	Jaun-Baltās	65F	7767	„ „	413,—	
60.	Vilhelms- Jānis Zāmais	„	Spēlmaņi	66F	8973	„ „	386,—	
61.	Jēkabs Kugrens	„	Šilķes	—	1621	„ „	52,—	
62.	Elvira Kugrens, dzim. Ceplītis	Īpašniece	Ķirši	72F	9110	„ „	293,—	
63.	Krišjānis Staļģevics	Īpašnieks	Vībotņi	71F	7726	„ „	397,—	
64.	Jānis Volkovs	„	Mežvidi	70F	7432	„ „	345,—	
65.	Baltris Rimkuns	„	Lakstīgalas	80F	9403	„ „	137,—	
66.	Jēkabs-Kārlis Niedra	„	Niedras	82F	7527	„ „	366,—	
67.	Pēteris Drunka	„	Ieviņas	86F	8082	„ „	61,—	

Kopā 32694,—

Meliorācijas departamenta tehniskās daļas vadītājs M. Šjachtovičs.
Kancelejas darbu vadītāja v. Brandts.

Rīgā, 1932. g. 5. jūlijā.

Archīva № 1537. Mel. sab. reģ. № 709.

Liepājas apgabaltiesas kriminālmodaļa,

saskaņā ar savu 1932. g. 7. jūlija lēmumu, meklēt pēc sodu lik. 129. p. 1., 2., 4. un 6. pkt. un 1917. g. 6. jūlija likuma 1. d. apvainoto Fridi Jāņa dēlu Landovski, kuŗa pazīšanas zīmes šādas: dzimis 1903. g. 15. septembrī, Gulbenes pagastā, agrāk dzīvis, Rīgā, Marijas ielā 83/85, dz. 59, vīrs vidēja auguma, plēcīgs, tumšiem matiem, skūtu seju, nēsā brilles, bet vai pastāvīgi — nav zināms.

Katram, kam zināma Landovska atrašanās vieta vai arī, kur atrodas viņam piederoša manta, par to bez kavēšanas jāpaziņo Liepājas apgabaltiesai, Liepājas apgabaltiesas svarīgāku lietu iz-

meklēšanas tiesnesim vai arī tuvākai policijas iestādei.

Atrašanās gadījumā Landovskis apcietināms un ieskaitāms Liepājas apgabaltiesas svarīgāku lietu izmeklēšanas tiesneša rīcībā.

Liepājā, 1932. g. 9. jūlijā. № 3337.

Akts № 83.32. g. 1. g. 3. d.
Tiesas loceklis Melvils.
Sekretārs v. A. Duemans.

Latgales apgabaltiesas 1. kriminālmodaļa,

saskaņā ar savu 1932. g. 6. jūlija lēmumu, meklēt pēc Sodū lik. 51. p. 102. p. 1. d. 51. p. 122. p. 51. p. un 132. p. apsūdzēto Eliju

Onufriju d. Igauni-Kauputu, dzim. 1890. g. Līdzsīnē, Igauni-Kauputu dzīves vieta bija Ludzas apriņķa Karsavas pagastā. Igauni-Kauputu sevīšķās pazīmes: vidējs augums, melni mati, pelēkas acis, tumši pelēkas uzacis, taisns deguns, iegārēna seja, dzīta bārda ar mazām cirptām ūsīņām.

Atrašanās gadījumā Elijašs Igaunis-Kauputs ņemams apcietinājumā, ieskaitot Karsavas iecirkņa izmeklēšanas tiesneša rīcībā, par ko pēdējam paziņot.

Daugavpilī, 1932. g. 7. jūlijā. № 3137.
Prēksēdētāja v. R. Blūmentāls.
Sekretārs p. v. V. Alkanis.

Rīgas apriņķa 1. iec. mīrtiesnesis,

saskaņā ar savu š. g. 5. jūlija lēmumu, meklēt Michailu Jāņa d. Hroloviču, piederīgu pie Kurcuma pag. 35. g. vecu, apsūdzētu pēc Sodū lik. 581. p. 2. d.

Visas iestādes un personas, kam būtu zināma Hroloviča atrgšanās vieta, tiek lūgtas spert attiecīgus soļus viņa apcietināšanai un nogādāšanai manā rīcībā.

1932. g. 9. jūlijā. № 899/1932. g.

Mīrtiesnesis F. Neimāns.

Latgales apgabaltiesas 1. kriminālodaļa
atsauc „Valdības Vēstnesi” 1932. gada 13. februāra 35. numurā iespiesto sludinājumu par Feodora Nikifora d. Majinovskis meklēšanu, jo minētais Feodors Majinovskis nav meklējams.

Daugavpili, 1932. g. 9. jūlijā. L. № 40-32.
Priekšsēdētāja v. V. Greiers.
Sekretāra pal. K. Projums

Personu saraksts, kuŗu meklēšana izbeigta, № 733.

25374. Garudums, dz. Gliznieks, Alma. 37405/32.
25375. Michailovs Jevgenijs. 6702/22.
25376. Tanc Andrejs. 14058/25.
25377. Tancs Andrejs. 23702/27.

Kriminālās policijas pārvaldes priekšnieka v. A. Taube.
Darbvedis Zaķis.

Valdības vietējo iestāžu rīkojumi.

Pārgrozījums saistošos noteikumos ormaņiem Ventspilī.

Pieņemti pilsētas domes 1932. g. 30. aprīļa sēdē un apstiprināti ar Iekšlietu ministrijas pašvaldības departamenta 1932. g. 6. jūlija rakstu № 93024.

„Valdības Vēstnesi” 1926. g. 143. num. izsludināto „Saistošo noteikumu ormaņiem Ventspilī” 17 § grozīt un izteikt šādi:

§ 17. Ormaņiem, atrodoties noteiktās

stāvvietās uz ielas, nav tiesība barot zirgus citādi, kā uzliktot tārpu zirgam galvā, kā arī nav tiesība zirgu atstāt uz ielas bez uzraudzības vai citā ormaņa uzraudzībā. Brīvlaikā dienā ormanis nedrīkst stāvēt uz trotuāriem un sēdēt ratos — pasažieru sēdekļos. Naktīs ormanim sēdēt pasažieru sēdekļos atļauts. Ormaņu stāvvietas un zirgu barošanas vietas nosaka pilsētas policija saziņā ar pilsētas valdi.

Šis pārgrozījums stājas spēkā pēc divām nedēļām no viņu iespiešanas „Valdības Vēstnesī”.

Pilsētas sekretāra v. i. Fr. Oļukalns.

Saistoši noteikumi par atejas vietu un samazgu bedrju pārbūvēšanu Livānu pilsētā.

Izdoti uz noteikumu par atejas vietu un samazgu bedrju ierīkošanu pilsētās un bieži apdzīvotās vietās 15. p. pamata, pieņemti Livānu pilsētas domes 1932. g. 11. jūnija sēdē un apstiprināti ar Iekšlietu ministrijas būvniecības pārvaldes 1932. gada 30. jūnija rakstu № 71564.

1. §. Visas pastāvošās atejas vietas, samazgu bedres un mēslu tvērtnes, kas neatbilst noteikumiem par atejas vietu un samazgu bedrju ierīkošanu pilsētās un bieži apdzīvotās vietās („Vald. Vēstn.” 1927. g. 133. num.), pārbūvējamas līdz 1935. g. 1. janvārim.

2. §. Uzraudzība par šo noteikumu izpildīšanu piekrit pilsētas valdei un policijai.

3. §. Vainīgos šo noteikumu neizpildīšanā sauks pie atbildības uz Sodū likumu pamata.

Šie noteikumi stājas spēkā pēc 2 nedēļām no to izsludināšanas dienas „Vald. Vēstn.”.

Pilsētas galva J. Zvanitājs.
8819 Sekretārs Šapkins.

Māksla.

Nacionālā Teātra izrādes Esplanādē. Nacionālais teātris sestdien, 23., un svētdien, 24. jūlijā, sarīkos divas brīvdabas izrādes Esplanādē, — pirmajā dienā Ad. Alunāna „Kas tie tādi, kas dziedāja” un otrā — Dālgrena zviedru tautas luga „Vermlāndieši”. Sākums abām izrādēm plkst. 8 1/2 vakarā.

Nacionālā teātra vasaras izrādes. Nacionālais teātris, kā parasts, arī šogad rīko vasaras izrādes. Izrādīs jaunākas un populārākas lugas: 19. jūlijā — „Cik grūti tikt pie sievas”, 20. jūl. — „Koku pludinātāji”, 21. jūlijā — „Kāzas Ulvosā”, 22. jūlijā — „Mīlestības zeme”. Visās šajās izrādēs tautas izrāžu cenas. Sākums plkst. 8 vakarā. Bijetes Nac. Teātra kasē sākot ar pirmdien, 18. jūl (no 10—1 un 5—8). Bez tam Esplanādē brīvdabas izrādes: 23. jūl. — „Kas tie tādi, kas dziedāja” un 24. jūlijā — „Vermlāndieši”.

„Kas tie tādi” personālam uz mēģinājumiem jāierodas jau 19. jūlijā, plkst. 10 rītā, un „Vermlāndiešu” personālam plkst. 1 dienā.

K U R S I.

Rīgas birža, 1932. gada 12. jūlija.

Devīzes:

1 Amerikas dollars	5,178—5,192
1 Anglijas mārciņa	18,20—18,65
100 Francijas franku	20,25—20,45
100 Beļģijas belgu	71,85—72,60
100 Šveices franku	100,90—101,95
100 Itālijas liru	26,50—27,00
100 Zviedrijas kronu	96,00—101,00
100 Norvēģijas kronu	90,00—95,00
100 Danijas kronu	100,00—105,00
100 Austrijas šilingu	— 65,00
100 Čehoslovākijas kronu	15,37—15,60
100 Holandes guldeņu	209,45—211,55
100 Vācijas marku	123,45—124,25
100 Somijas marku	8,40—9,00
100 Igaunijas kronu	138,05—138,75
100 Polijas zlotu	57,80—59,00
100 Lietavas litu	51,45—52,00
100 Dancigas guldeņu	101,00—103,00

Dārgmetali

Zelts 1 kg	— — —
Sudrabs 1 kg	— — —

Vērtspapīri:

50% neatkarības aizņēmums	98—100
40% Valsts prēm. aizņēmums	98—100
60% Zemes bankas ķīlu zīmes	99—100
80% Hipotēku bankas ķīlu zīmes	96—97

Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs J. Skujevics.
Zvērināts biržas māklers M. Okmians.

Redaktora v. J. Ozols.

Šim numuram 12 lapas puses.

Siesu sludinājumi.

Rīgas apgabaltiesas 2. kriminālodaļa, pamatojoties uz Sodū lik. 209. p., 1932. g. 10. maijā sodīja Kristapu Snikeri (atbildīgo vadītāju) ar Ls 20,—, vai maksātnespējas gadījumā ar piecām dienām aresta, par to, ka no viņa uzraudzībā atrodošās „A. Māliņa”, piena centrāles atrod. Rīgā, Soneru ielā № 1a, izlaists piens netīrā, neizskalojotā piena pudelē.
1932. g. jūlijā. L. № 1554/32

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Finanču ministrijas lūgumu atzīt Zelmū Jēkaba m. Aizgalis par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1932. g. 29. jūnija un Civilproc. lik. 1947. līdz 1950. p. un Viet. civillik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Zelmū Jēkaba m. Aizgalis, dzim. 1883. g. 5. jūlijā, gada laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”, ierasties tiesā vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa notecešanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Zelma Jēkaba m. Aizgalis atrodas pie dzīvības, tiesa uz ieinteresētu personu lūgumu, uz Civilproc. lik. 1951. p. pamata, atzīs viņu par mirušu.
Rīgā, 1932. g. 4. jūlijā. L. № 4352. II g. 8508

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa izklausījusi Finanču ministrijas lūgumu atzīt Almu - Rozaliju Jēkaba m. Aizgalis par mirušu un pamatojoties uz savu lēmumu no 1932. g. 29. jūnija un Civilproc. lik. 1947.—1950. p. un Viet. civ. lik. 524. p. pamata nolēma: uzaicināt bezvēsts prombūtnē esošo Almu - Rozaliju Jēkaba m. Aizgalis, dzim. 1886. g. 12. jūlijā, gada laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas „Valdības Vēstnesī”, ierasties tiesā, vai dot tiesai drošas ziņas par sevi, kā arī uzaicināt visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņa dzīves vietu, vai nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka ja pēc publikācijas termiņa notecešanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka Alma Aizgalis atrodas pie dzīvības, tiesa uz ieinteresētu personu lūgumu, uz Civ. proc. lik. 1951. p. pamata atzīs viņu par mirušu.
Rīgā, 1932. g. 4. jūlijā. L. № 4353. II g. 8509

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Latvijas Civillikumu kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Jānis-Alfreds Jāņa d. Kūrsulis un Brigita-Anna-Hermīne Dāva m. Cielēns noslēguši priekšlaulības līgumu pie Česu notāra H. Leiša 1932. g. 12. jūnijā reģistra № 1029, ar kurū viņi, attiecībā uz viņu noslēdzamo laulību, ir atceļusi Vietējo civillikumu 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.
Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā. L. № 4443 8591z

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Civ. ties. lik. 1967., 2011. līdz 2014. un 2079. p. un Balt. privāttiesību kop. 2451. p. pamata, uz Maksimiliana Kaulena lūgumu uzaicina visas personas, kam ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesā 1932. g. 29. jūnijā publicēto 1932. gada 3. janvārī Siguldā mirušās Elizabetes Mārtiņa m. Kaulēn, dzim. Kārklīn, 1929. g. 25. aprīlī pie Rīgas notāra J. Purgala publiskā kārtībā taisīto testamentu, kā arī visas personas, kam ir kaut kādas tiesības uz mirušās Elizabetes Mārtiņa m. Kaulēn, dzimusi Kārklīn mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, parāddevējiem u. t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu.
Rīgā, 1932. g. 5. jūlijā. L. № 4056/32. g. 8582

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Civ. ties. lik. 1967., 2011. līdz 2014. un 2079. p. un Balt. privāttiesību kop. 2451. p. pamata uz Otilijas Pilešnieks, dzim. Grabāzs, Augustes Mikītis pilnv. zv. adv. Valdemāra Bekers lūgumu uzaicina visas personas, kam ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesā 1932. g. 15. jūnijā publicēto 1918. g. 8. novembrī Kaņcempju pagastā mirušā Jāņa Frīde dēla Grabāža 1918. g. maijā un 1918. g. septembrī mutiskā mājas kārtībā taisīto testamentu, kā arī visas personas, kam ir kaut kādas tiesības uz mirušā Jāņa Frīde dēla Grabāža mantojumu kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, parāddevējiem u. t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu.
Rīgā, 1932. g. 5. jūlijā. L. № 2614/32. g. 8583

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Civ. ties. lik. 1967., 2011. līdz 2014. un 2079. p. un Balt. privāttiesību kop. 2451. p. pamata uz Rozalijas Strauts, dzim. Frīde lūgumu uzaicina visas personas, kam ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesā 1932. g. 21. jūnijā publicēto 1932. g. 1. maijā Rīgā mirušā Adolfa Kriša d. Strauta un viņa sievas Rozalijas Malvīnes Jāņa m. Straut, dzim. Frīde, 1914. gada 21. martā pie Rīgas notāra F. Veikleviča publiskā kārtībā taisīto savstarpēju testamentu, kā arī visas personas, kam ir kaut kādas tiesības uz mirušā Adolfa Kriša dēla Strauta mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu, kā mantniekiem, le-

gatāriem, fideikomisāriem, parāddevējiem u. t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu.
Rīgā, 1932. g. 5. jūlijā. L. № 4308/32. g. 8584

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Civ. ties. lik. 1967., 2011. līdz 2014. un 2079. p. un Balt. privāttiesību kop. 2451. p. pamata, uz Elvīras Pipris pilnv. zv. adv. P. Leonharda Pilča lūgumu uzaicina visas personas, kam ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesā 1932. g. 25. maijā publicēto 1932. g. 29. janvārī Rīgā mirušās Almas-Lizetes Jāņa m. Pipris, dzim. Alberts, 1932. g. janvārī Rīgas pilsētas 2. slimnīcā mutiski mājas kārtībā taisīto testamentu, kā arī visas personas, kam ir kaut kādas tiesības uz mirušās Almas-Lizetes Jāņa meitas Pipris, dzimusi Alberts mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu, kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, parāddevējiem u. t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu.
Rīgā, 1932. g. 5. jūlijā. L. № 3561/32. g. 8585

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Civ. ties. lik. 1967., 2011. līdz 2014. un 2079. p. un Balt. privāttiesību kop. 2451. p. pamata uz Kārļa Ostrova pilnv. zv. adv. Leonharda Peiča lūgumu uzaicina visas personas, kam ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesā 1932. gada 21. jūnijā publicēto 1931. gada 19. jūnijā Lejasciema pagastā mirušā Jāņa Ādama d. Ostrova, 1930. g. 10. decembrī mutiski taisīto mājas kārtībā testamentu, kā arī visas personas, kam ir kaut kādas tiesības uz mirušā Jāņa Ādama dēla Ostrova mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu, kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, parāddevējiem u. t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu.
Rīgā, 1932. g. 5. jūlijā. L. № 3672/32. g. 8586

aicina visas personas, kam ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesā 1932. g. 29. jūnijā publicēto 1932. gada 3. martā Rīgā mirušā Eižena (Eugene) Čarļa d. d'Alberta 1928. gada 21. decembrī pie Šveices Lugano pilsētas notāra Mario Rusca publiskā kārtībā 1928. g. 21. decembrī mājas kārtībā taisīto kodicilu un 1928. g. 21. decembrī mājas kārtībā taisīto kodicilu testamentu, kā arī visas personas, kam ir kaut kādas tiesības uz mirušā Eižena d'Alberta mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu, kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, parāddevējiem u. t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu.
Rīgā, 1932. g. 5. jūlijā. L. № 3844/32. g. 8587

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 2060.—2062. p., ievērojot Indriķa Grope lūgumu un savu lēmumu no 1932. g. 29. jūnija, paziņo, ka pēc lūdzēja ziņojuma tiešnieki nolauņījuši no II Vidzemes Savstarpīgās Kredītbiedrības viņam piederošu obligāciju no 1909. g. 8. jūlijā № 1225 par 1800 (tūkstoš astoņi simti) rbl., ingrosetu uz nekustamu īpašumu Rīgā, VI hip. iecirknī, ar zemes grām. № 883 gr. 74 № 123 Atgāzēnes ielā № 3 izdotu no Jāņa Jēkaba d. Rezauskas par labu Kārlim Jāņa d. Rogulim, kas pēc tam blanko cedēta un pārgājusi lūdzēja Jāņa Rezauska īpašumā.

Tāpēc apgabaltiesas 3. civilnodaļa uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz augšā aprādīto obligāciju, pieteikties tiesā viena mēneša laikā, skaitot no dienas, kad šis sludinājums iespiests „Valdības Vēstnesī” un aizrāda, ka ja šīs personas noteiktā laikā nepieteiksies, parādu atzīs par samaksātu un bez tam lūdzējam dos tiesības pieprasīto hipotēkas dzēšanu zemes grāmatās.
Rīgā, 1932. g. 5. jūlijā. L. № 4397.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa atklātā tiesas sēdē 1932. gada 15. jūnijā izklausījusi Jāņa Goldmana maksātnespējas lietu, par ko sludinājums iespiests „Valdības Vēstnesī” № 121 no 1929. g. 3. jūnija nolēma: atzīt Jāņa Jura dēla Goldmana maksātnespēju par vienkāršu bankrotu un viņa konkursu par slēgtu.
Rīgā, 1932. g. 5. jūlijā. L. № 129 8604z

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Latvijas Civillikumu kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Mozus-Hiršhorns un Eizenija Morgens noslēguši priekšlaulības līgumu pie Rīgas notāra J. Kriklānda 1932. g. 18. jūnijā reģistra № 12494, ar kurū viņi, attiecībā uz viņu noslēdzamo laulību, ir atceļusi Vietējo civillikumu 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.
Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā. L. № 4437 8504z

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Latvijas Civillikumu kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Hiršs Leiba d. Melcers-Sers un Hinde-Cire Naftala m. Melcers-Sers, atraitne Zebba, dz. Mālers noslēguši savstarpējo laulības līgumu pie Rīgas notāra J. Kreicberga 1932. g. 16. jūnijā reģistra № 5585, ar kurū viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civillikumu 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.
Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā. L. № 4451 8590z

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Latvijas Civillikumu kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Hercs Josefa d. Karols un Pere Icaika m. Karols, dzim. Kleins noslēguši savstarpējo laulības līgumu pie Smiltenes notāra V. Lūkina 1932. g. 18. jūnijā reģistra № 1070, ar kurū viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civillikumu 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.
Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā. L. № 4463z 8592z

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Latvijas Civillikumu kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Vilhelms (Vills) Vilhelma dēls Švarcs (Schwartz) un Edite Ernsta m. Švarcs (Schwartz), dzim. Simons, noslēguši savstarpējo laulības līgumu pie Rīgas notāra R. Voigta 1932. g. 16. jūnijā reģ. № 6695, ar kurū viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civillikumu 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.
Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā. L. № 4464 8593z

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Latvijas Civillikumu kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Bernhards-Hugo Kārlad. Millers (Müller) un Lilly Heinricha meita Millers (Müller) dzim. Bojars noslēguši savstarpējo laulības līgumu pie Rīgas notāra P. Soeka 1932. g. 17. jūnijā reģistra № 3849, ar kurū viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civillikumu 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.
Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā. L. № 4459 8595u

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Latvijas Civillikumu kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Edgars-Augusts Aleksandra d. Matuševis un Katrīna Anša (Hansa) meita Matuševis, dzim. Strautmanis, noslēguši savstarpējo laulības līgumu pie Rīgas notāra R. Voigta 1932. g. 10. jūnijā reģ. № 6583, ar kurū viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civillikumu 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.
Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā. L. № 4417 8596

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz likuma par biedrībām, savienībām un politiskām organizācijām 17. p. pamata paziņo, ka ar viņas 1932. g. 18. jūnija lēmumu reģistrēta bezpeļņas biedrība „Mazrūpnieku un amatnieku biedrība” ar valdes sēdekli Rīgā.
Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā. L. № 4437 8606b

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Latvijas Civillikumu kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Jeruchims Jeruchima d. Zolotonos un Ete (ari Jette) Hackela m. Bermanis noslēguši priekšlaulības līgumu pie Rīgas notāra R. Voigta 1932. gada 14. jūnijā reģ. № —, ar kurū viņi, attiecībā uz viņu noslēdzamo laulību, ir atceļusi Vietējo civillikumu 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.
Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā. L. № 4419 8597z

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Latvijas Civillikumu kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Kārlis Dāvids d. Strāls un Antonina Dmitrija m. Strāls, dzim. Tokero (ari Tokareva) noslēguši savstarpējo laulības līgumu pie Rīgas notāra R. Voigta 1932. g. 10. jūnijā reģistra № 6580, ar kurū viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civillikumu 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.
Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā. L. № 4418 8598z

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Latvijas Civillikumu kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Jānis Kēmanis un Milda Kēmanis, dzim. Krūmiņš, noslēguši savstarpējo laulības līgumu pie Rīgas notāra J. Kriklānda 1932. g. 17. jūnijā, ar kurū viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civillikumu 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.
Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā. L. № 4442 8599

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Latvijas Civillikumu kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Jēkabs Feigelsons un Ella-Debora Feigelsons, dzim. Rachlins, noslēguši savstarpējo laulības līgumu pie Rīgas notāra B. Zemgala 1932. g. 15. jūnijā reģistra № 15842, ar kurū viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civillikumu 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.
Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā. L. № 4439 8600z

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Latvijas Civillikumu kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Maksis (Maksas) Kairauska un viņa sieva Rebeka Kairauskas (Kairauskienē) noslēguši savstarpējo laulības līgumu pie Rīgas notāra J. Graudiņa 1932. gada 14. jūnijā reģ. № 9893, ar kurū viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Vietējo civillikumu 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.
Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā. L. № 4425z 8601

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa uz Latvijas Civillikumu kop. 36. p. piezīmes pamata paziņo vispārībai, ka Leo Nikita (Mikriča) d. Karapetjancis un Tatjana Zellmanis (Sclmann) noslēguši priekšlaulības līgumu pie Rīgas notāra V. Livena 1932. g. 9. jūnijā reģ. № 10221, ar kurū viņi, attiecībā uz viņu noslēdzamo laulību, ir atceļusi Vietējo civillikumu 79. un turpm. p. paredzēto laulāto mantas kopību.
Rīgā, 1932. g. 6. j

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodala uz lik. par laul. 77. p. dara zināmu, ka tiesa 1932. g. 14. jūn. Emilijas Zimovskis, dzim. Sproge, prasības lietā pret Nikolaju Zimovskis, par laulības šķiršanu aizmuguriski nosprieda: šķirt laulību, kas slēgta Krievijā, Arhangeliskas ev.-lut. draudzē 1917. g. 13. septembrī starp Nikolaju Zimovskis un Emiliju Zimovskis, dzim. Sproge, atstājot bērņus: 1918. g. 14. jūlijā dzim. meitu Zinaidu un 1920. g. 10. janvārī dzim. dēlu Nikolaju mātes audzināšanai un piedzīt no atbildētāja, par labu prasītājam, Ls 27, — tiesašanas izdevumus.

Ja atbildētājs Civilproc. lik. 728., 731. un 748. p. paredzētā laikā neiesniegs tiesai atsauksmi vai pārsūdzību, tad spriedums stāties likumīgā spēkā.

Rīgā, 1932. g. 5. jūlijā.
L. № 234. 8611b

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodala uz Civilproc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. pamata uz Terezijas-Veronijas Moloni, šķ. Bickford, dzim. Murphy lūgumu viņas prasības lietā pret Hariju Mergu Moloni par laulības šķiršanu, uzaicina pēdējo, kurā dzīves vieta prasītājam nav zināma, ierasties tiesā 2 mēnešu laikā no šā sludinājuma publicēšanas dienas.

Pie lūguma pielikti noraksti no iesūdzības un klāt pieliktiem dokumentiem.

Ja atbildētājs noliktā laikā neieradīsies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks nolikta tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā.
L. № 1673 8698z

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodala uz Civilproc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. pamata uz Kristiāna Roberta Duerša lūgumu viņa prasības lietā pret Eleni Duerš, dzim. Arizmendi, par laulības šķiršanu, uzaicina pēdējo, kurās dzīves vieta prasītājam nav zināma, ierasties tiesā 2 mēnešu laikā no šā sludinājuma publicēšanas dienas.

Pie lūguma pielikti noraksti no iesūdzības un klāt pieliktiem dokumentiem.

Ja atbildētāja noliktā laikā neieradīsies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks nolikta tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

L. № 1699 8609z

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodala uz lik. par laul. 77. p. dara zināmu, ka tiesa 1932. g. 5. jūlijā Elzas-Eiženijas Franks, dzim. Trenče prasības lietā pret Paulu Franku par laulības šķiršanu aizmuguriski nosprieda: šķirt laulību, kas slēgta Vācijā, Diseldorfas dzimtsarakstu nodalā 1919. g. 20. septembrī starp Paulu Franku un Elzu-Eiženiju Franks, dzim. Trenče, atstājot prāvniecei bērņus 1925. g. 2. augustā dzimušo dēlu Kurtu un 1926. g. 31. dec. dzimušo meitu Silviju mātes audzināšanai.

Ja atbildētājs Civilproc. lik. 728., 731. un 748. p. paredzētā laikā neiesniegs tiesai atsauksmi vai pārsūdzību, tas spriedums stāties likumīgā spēkā.

Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā.
L. № 1028 8610z

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodala uz likuma par biedrībām, savienībām un politiskām organizācijām 17. p. pamata paziņo, ka ar viņas 1932. g. 30. jūnija lēmumu reģistrēta bezpeļņas biedrība „Latvijas Universitātes studentu atbalsta biedrība savienība „Juventus“ ar valdes sēdekli Rīgā.

Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā.
L. № 1028 8610z

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodala uz lik. par laul. 77. p. dara zināmu, ka tiesa 1932. g. 5. jūlijā Elzas-Eiženijas Franks, dzim. Trenče prasības lietā pret Paulu Franku par laulības šķiršanu aizmuguriski nosprieda: šķirt laulību, kas slēgta Vācijā, Diseldorfas dzimtsarakstu nodalā 1919. g. 20. septembrī starp Paulu Franku un Elzu-Eiženiju Franks, dzim. Trenče, atstājot prāvniecei bērņus 1925. g. 2. augustā dzimušo dēlu Kurtu un 1926. g. 31. dec. dzimušo meitu Silviju mātes audzināšanai.

Ja atbildētājs Civilproc. lik. 728., 731. un 748. p. paredzētā laikā neiesniegs tiesai atsauksmi vai pārsūdzību, tas spriedums stāties likumīgā spēkā.

Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā.
L. № 1028 8610z

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodala uz likuma par biedrībām, savienībām un politiskām organizācijām 17. p. pamata paziņo, ka ar viņas 1932. g. 30. jūnija lēmumu reģistrēta bezpeļņas biedrība „Latvijas Universitātes studentu atbalsta biedrība savienība „Juventus“ ar valdes sēdekli Rīgā.

Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā.
L. № 1028 8610z

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodala uz likuma par biedrībām, savienībām un politiskām organizācijām 17. p. pamata paziņo, ka ar viņas 1932. g. 30. jūnija lēmumu reģistrēta bezpeļņas biedrība „Drustu nacionālās jaunatnes biedrība“ ar valdes sēdekli Drustu pagastā.

Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā.
L. № 1028 8610z

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodala uz likuma par biedrībām, savienībām un politiskām organizācijām 17. p. pamata paziņo, ka ar viņas 1932. g. 30. jūnija lēmumu reģistrēta bezpeļņas biedrība „Latvijas Universitātes studentu atbalsta biedrība savienība „Juventus“ ar valdes sēdekli Rīgā.

Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā.
L. № 1028 8610z

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodala uz likuma par biedrībām, savienībām un politiskām organizācijām 17. p. pamata paziņo, ka ar viņas 1932. g. 30. jūnija lēmumu reģistrēta bezpeļņas biedrība „Latvijas Universitātes studentu atbalsta biedrība savienība „Juventus“ ar valdes sēdekli Rīgā.

Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā.
L. № 1028 8610z

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodala uz likuma par biedrībām, savienībām un politiskām organizācijām 17. p. pamata paziņo, ka ar viņas 1932. g. 30. jūnija lēmumu reģistrēta bezpeļņas biedrība „Latvijas Universitātes studentu atbalsta biedrība savienība „Juventus“ ar valdes sēdekli Rīgā.

Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā.
L. № 1028 8610z

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodala uz lik. par laul. 77. p. dara zināmu, ka tiesa 1932. g. 14. jūn. Emilijas Zimovskis, dzim. Sproge, prasības lietā pret Nikolaju Zimovskis, par laulības šķiršanu aizmuguriski nosprieda: šķirt laulību, kas slēgta Krievijā, Arhangeliskas ev.-lut. draudzē 1917. g. 13. septembrī starp Nikolaju Zimovskis un Emiliju Zimovskis, dzim. Sproge, atstājot bērņus: 1918. g. 14. jūlijā dzim. meitu Zinaidu un 1920. g. 10. janvārī dzim. dēlu Nikolaju mātes audzināšanai un piedzīt no atbildētāja, par labu prasītājam, Ls 27, — tiesašanas izdevumus.

Ja atbildētājs Civilproc. lik. 728., 731. un 748. p. paredzētā laikā neiesniegs tiesai atsauksmi vai pārsūdzību, tad spriedums stāties likumīgā spēkā.

Rīgā, 1932. g. 5. jūlijā.
L. № 234. 8611b

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodala uz Civilproc. lik. 1967., 2011., 2014. un 2079. p. pamata uzaicina visus, kam būtu uz 1930. g. 11. oktobrī mirušās Silvijas Marijas-Annas Teodora m. Heikings (Baronin von Heyking) atstāto mantu un tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Terminā nepieteiktas tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1932. g. 4. jūlijā.
L. № 1936/32. 8523

Jelgavas apgabaltiesas 4. civilnodala uz Civilproc. lik. 1967., 2011., 2014. un 2079. p. pamata uzaicina visus, kam būtu uz 1930. g. 22. novembrī mirušās Annas Zutenis, dzim. Bērziņš, atstāto mantu un tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Terminā nepieteiktas tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1932. g. 4. jūlijā.
L. № 1931/32. 8524

Jelgavas apgabaltiesas 4. civilnodala uz Civilproc. lik. 1967., 2011., 2014. un 2079. p. pamata uzaicina visus, kam būtu uz 1930. g. 10. maijā mirušās Krišas d. Buividas, atstāto mantu un tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Terminā nepieteiktas tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1932. g. 4. jūlijā.
L. № 1937/32. 8525

Jelgavas apgabaltiesas 4. civilnodala uz Civ. proc. lik. 1967., 2011., 2014. un 2079. p. pamata uzaicina visus, kam būtu uz 1910. gada 12. februārī mirušā Dāva Anša d. Zutena atstāto mantu un tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Terminā nepieteiktas tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1932. g. 4. jūlijā.
L. № 1934/32. g. 8526

Jelgavas apgabaltiesas 4. civilnodala uz Civ. proc. lik. 1967., 2011., 2014. un 2079. p. pamata uzaicina visus, kam būtu uz 1932. g. 19. aprīlī mirušās Lavizes Gerderta m. Kalniņš, dzim. Jēgers atstāto mantu un tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Terminā nepieteiktas tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1932. g. 4. jūlijā.
L. № 1932/32. g. 8527

Jelgavas apgabaltiesas 4. civilnodala uz Civ. proc. lik. 1967., 2011., 2014. un 2079. p. pamata uzaicina visus, kam būtu uz 1932. g. 10. janvārī mirušā Pēteris Jāņa d. Kondrata, al. Kondra atstāto mantu un tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Terminā nepieteiktas tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1932. g. 4. jūlijā.
L. № 1740/32. g. 8528

Jelgavas apgabaltiesas 4. civilnodala uz Civ. proc. lik. 1967., 2011., 2014. un 2079. p. pamata uzaicina visus, kam būtu uz 1932. g. 22. aprīlī mirušā Kārļa Frīča d. Leskavnicā atstāto mantu un tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t. pieteikt savas tiesības šai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Terminā nepieteiktas tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1932. g. 4. jūlijā.
L. № 1933/32. g. 8529

Jelgavas apgabaltiesas 4. civilnodala uz likuma par biedrībām, savienībām un politiskām organizācijām 17. p. pamata paziņo, ka ar viņas 1932. g. 30. jūnija lēmumu reģistrēta bezpeļņas biedrība „Latvijas Universitātes studentu atbalsta biedrība savienība „Juventus“ ar valdes sēdekli Rīgā.

Rīgā, 1932. g. 6. jūlijā.
L. № 1028 8610z

Rēzeknes - Ludzas - Jaunlatgales zemes grāmatu nodala, izpildot Not. nol. 181.—4. p. paziņo, ka Vasilijis Jāņa d. Maslovs iesniedzis nodalā lūgumu ievest viņu zemes grāmatu reģistrā par īpašnieku aiz valdības apgabaltiesas 1931. g. 27. novembra lēmumu, uz nekustamu mantu Jaunlatgales apriņķī, Kacēnu pagastā, sastāvā no Nasurino-Maklakova-Makarenu pustošas atdaltā zemes gabala, platībā 9,103 ha, pēc sastādīta no mērnieka E. Ozola plāna pie tiesas apskates 1930. g. 21. septembrī, kāda zeme sastāda daļu no apm. 90—100 deset., kurās senāk piederēja Pēterim Aleksejevam (1932. g. žurn. B. № 339).

Personas, kam ir kādi iebildumi pret izdarītiem zemes grāmatās grozījumiem un tiesības uz minēto nekustamo mantu, var iesniegt zemes grāmatu nodalā par to paziņojumu viena mēneša laikā, skaitot no izsludināšanas dienas „Valdības Vēstnesī“, pretējā gadījumā nepieteiktas tiesības skaitīsies par iznīcinātām un minētās lūdzējs varētu tikt ievests zemes grāmatu reģistrā par norādītās nekustamās mantas īpašnieku bez kādiem aprobežojumiem ar neapstrīdamām pārdošanas un hipotēkārisku apgrūtinājumu tiesībām.

Rēzeknē, 1932. g. 5. jūlijā.
L. № 339-B. 8531

Ar Rīgas 10. iec. mērtiesneša 1932. g. 17. marta spriedumu Krim. lietā № 540 — Otto-Voldemārs Puris, dzim. Marijas ielā № 125, dz. 11, par tirgošanos ar bojātām konfektiem salidumu veikalā, Elizabetes ielā № 59, pēc Sodū lik. 210.1. p. sodīts ar Ls 10,— vai maksātnespējas gadījumā ar trim dienām aresta.

Spriedums stāties likumīgā spēkā.

Rīgā, 1932. g. 8. jūlijā.
L. № 1278/32. g. 8619z

Ar Cēsu ap. 1. iec. mērtiesnesi 1932. g. 10. jūnija spriedumu (tiesas pavēli) Augusts Jāņa d. Kļaviņš, traktiera īpašnieks Cēsīs, Valmieras ielā № 1, par sanitāro noteikumu neievērošanu, pēc Sodū lik. 210.1. p., sodīts ar Ls 15 soda naudas, vai maksātnespējas gadījumā ar četrām dienām aresta.

Spriedums stāties likumīgā spēkā.

Rīgā, 1932. g. 7. jūlijā.
L. № 1278/32. g. 8619z

Liepājas 3. iec. mērtiesnesis, pamatojamies uz mirušā Jēkaba Ermāņa d. Šeflera atstāto mantas aizgādņa Kārļa Vensko lūgumu un savu 1932. g. 4. jūnija lēmumu, uzaicina Liepājā mirušā Jēkaba Šeflera mantniekus, kreditorus, legatārus, fideikomisārus un visas citas personas, kam varētu būt kādas tiesības un prasības, pieteikt tiesnesim triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Tiesības, kas nebūs pieteiktas minētā laikā, tiks atzītas par zaudētām uz visiem laikiem.

Liepājā, 1932. g. 4. jūlijā.
L. № 1027/32. g. 8621z

Latgales apgabaltiesas Kārsavas iecirkņa mērtiesnesis, saskaņā ar savu 1932. g. 30. jūnija lēmumu un pamatojamies uz Civilproc. lik. 1401. p. un Civillik. 10. sēj. 1239. p. paziņo, ka pēc 1928. g. 19. martā mirušā Jāņa Iļjas d. Borisoviča ir palicis mantojums, kas atrodas Ludzas apr., Mērdzenes pag. Mērdzenē un sastāv no zemes gab. № 2F ar zemes platību 1,5 ha, kādēļ uzaicina visus, kam būtu uz šo mantojumu vai sakarā ar to, kādas tiesības, pieteikt tās augšminētam mērtiesnesim triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Kārsavā, 1932. g. 4. jūlijā.
L. № 486c/32. 8532z

Latgales apgabaltiesas Kārsavas iecirkņa mērtiesnesis, saskaņā ar savu 1932. g. 30. jūnija lēmumu un pamatojamies uz Civilproc. lik. 1401. p. un Civillik. 10. sēj. 1239. p. paziņo, ka pēc 1928. g. 19. martā mirušā Jāņa Iļjas d. Borisoviča ir palicis mantojums, kas atrodas Ludzas apr., Mērdzenes pag. Mērdzenē un sastāv no zemes gab. № 2F ar zemes platību 1,5 ha, kādēļ uzaicina visus, kam būtu uz šo mantojumu vai sakarā ar to, kādas tiesības, pieteikt tās augšminētam mērtiesnesim triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Kārsavā, 1932. g. 4. jūlijā.
L. № 486c/32. 8532z

Latgales apgabaltiesas Kārsavas iecirkņa mērtiesnesis, saskaņā ar savu 1932. g. 30. jūnija lēmumu un pamatojamies uz Civilproc. lik. 1401. p. un Civillik. 10. sēj. 1239. p. paziņo, ka pēc 1928. g. 19. martā mirušā Jāņa Iļjas d. Borisoviča ir palicis mantojums, kas atrodas Ludzas apr., Mērdzenes pag. Mērdzenē un sastāv no zemes gab. № 2F ar zemes platību 1,5 ha, kādēļ uzaicina visus, kam būtu uz šo mantojumu vai sakarā ar to, kādas tiesības, pieteikt tās augšminētam mērtiesnesim triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Kārsavā, 1932. g. 4. jūlijā.
L. № 486c/32. 8532z

Latgales apgabaltiesas Kārsavas iecirkņa mērtiesnesis, saskaņā ar savu 1932. g. 30. jūnija lēmumu un pamatojamies uz Civilproc. lik. 1401. p. un Civillik. 10. sēj. 1239. p. paziņo, ka pēc 1932. g. 28. aprīlī mirušā Pēteris Taduļa d. Zutis ir palicis mantojums, kas atrodas Ludzas apr., Nautrēnu pag. Gļaudu c. un sastāv no viensētas un dažāda cita saimniecības inventāra, kādēļ uzaicina visus, kam būtu uz šo mantojumu vai sakarā ar to, kādas tiesības, pieteikt tās augšminētam mērtiesnesim triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Kārsavā, 1932. g. 4. jūlijā.
L. № 482c/32. 8533z

Latgales apgabaltiesas Kārsavas iecirkņa mērtiesnesis, saskaņā ar savu 1932. g. 30. jūnija lēmumu un pamatojamies uz Civilproc. lik. 1401. p. un Civillik. 10. sēj. 1239. p. paziņo, ka pēc 1923. g. 29. jūlijā mirušā Meikula Andrieva dēla Klepera ir palicis mantojums, kas atrodas Ludzas apr., Nautrēnu pag. Zalmuizas muižas j-bā un sastāv no 1 ha plavas, kādēļ uzaicina visus, kam būtu uz šo mantojumu vai sakarā ar to, kādas tiesības, pieteikt tās augšminētam mērtiesnesim triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespešanas dienas „Valdības Vēstnesī“.

Kārsavā, 1932. g. 4. jūlijā.
L. № 493c/32. 8534z

Rīgas apgabaltiesas 3. iecirkņa tiesu izpildītājs J. Kazubierns paziņo, ka 1932. g. 19. jūlijā, plkst. 10 dienā, Rīgā, Kurmanova ielā № 10, dz. 28, pārdos Icaika-Bera Solomjaka kustamo mantu, sastāvā no skapja, traukiem, elektriskas griestu lampas un gardinām, novērtētu par Ls 210.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdojamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1932. g. 7. jūlijā. 8958

Rīgas apgabaltiesas 3. iecirkņa tiesu izpildītājs J. Kazubierns paziņo, ka 1932. g. 19. jūlijā, plkst. 10 dienā, Rīgā, Perses ielā № 6, dz. 2, pārdos Eugena Krzywicka kustamo mantu, sastāvā no 2 zirgiem, raspuskām un galas mašīnas, novērtētu par Ls 240,—.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdojamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1932. g. 7. jūlijā. 8959

Rīgas apgabaltiesas 3. iecirkņa tiesu izpildītājs J. Kazubierns paziņo, ka 1932. g. 20. jūlijā, plkst. 10 dienā, Rīgā, Kurmanova ielā № 5/7, sētā, pārdos Lazara Vestermana kustamo mantu, sastāvā no 2 zirgiem, raspuskām un galas mašīnas, novērtētu par Ls 960,—.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdojamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1932. g. 7. jūlijā. 8960

Rīgas apgabaltiesas 3. iecirkņa tiesu izpildītājs J. Kazubierns paziņo, ka 1932. g. 20. jūlijā, plkst. 10 dienā, Rīgā, Dzirnava ielā № 90, darb., pārdos Roberta Kleppera kust. mantu, sastāvā no automobiļa sveicēšanas aparāta u. c. novērtētu par Ls 430,—.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdojamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1932. g. 7. jūlijā. 8961

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildīt. v. i. J. Lācis paziņo, ka 1932. g. 20. jūlijā, plkst. 12 dienā, Rīgā, L. Kēniņa ielā № 21, eksprešu noliktavā, Akc. sab. „B. Lute un Co.“ un citu lietās (Irtorgos pārdos Dona Dondes kustamo mantu, sastāvā no mēbeļiem, novērtētu par Ls 540.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdojamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1932. g. 29. jūnijā. 8963

Rīgas apgabaltiesas 8. iec. tiesu izpildītājs J. Driba paziņo, ka 1932. g. 20. jūlijā, plkst. 12 dienā, Rīgā, Artieļa ielā № 49, dz. 10, pārdos Hercs Lēvinsona kustamo mantu, sastāvā no klavierēm un divāna, novērtētu par Ls 350,—.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdojamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1932. g. 8. jūlijā. 8962

Rīgas apgabaltiesas 8. iec. tiesu izpildītājs J. Driba (kanceleja: Rīgā, Bruņinieku ielā № 12) paziņo, ka 1932. g. 28. jūlijā, pulksten 12 dienā, Rīgā, Rumpniņu ielā № 12, pārdos mir. Mozusa Halperina mant. masas kustamo mantu, sastāvā no elektromotora, novērtētu par Ls 1300.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdojamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1932. g. 5. jūlijā. 8928

Rīgas apgabaltiesas 8. iec. tiesu izpildītājs J. Driba (kanceleja: Rīgā, Bruņinieku ielā № 67) paziņo, ka:

1) Rīgas hipotēku biedrības prasībā pēc Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalas 1931. g. 4. dec. pavēles, № 342630, 1932. g. 22. septembrī, plkst. 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodalas sēžu zālē pārdos publiskā izsolē Osvalda Bendika nekustamo mantu, kas atrodas Rīgā, Gaigalas ielā № 5, VI hip. iecirknī, ar zemes grāmatu reģ. № 2059 (grupā 101, grunts № 10) un sastāv no imob. VI — 1. atdaiņā zemes gabala 1800, 1 kv. mtr. platībā ar uz viņa esošām ēkām;

2) nekustamā manta publiskā izsolē novērtēta par Ls 7.200,—;

3) bez augšminētās prasības īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 6.098,— tiešo nodokļu departamentam Ls 246,15 ar soda %;

4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa;

5) šā īpašuma zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodalā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdojamā īpašuma dokumentos var ieskatīties Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalas kancelejā.

Rīgā, 1932. g. 7. jūlijā.

Rīgas apgabaltiesas 11. iec. tiesu izpild. O. Jurk a paziņo, ka 1932. g. 20. jūlijā, pulksten 10 dienā, Rīgā, Stabu ielā № 87, dz. 53, pārdos Olgas Luicks kustamo mantu, sastāvā no mēbeļiem un klavierēm, novērtētu par Ls 380.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdojamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1932. g. 7. jūlijā. 8957

Liepājas apgabaltiesas Saldus iec. tiesu izpildītājs A. Gūza paziņo, ka noliktā uz 1932. g. 5. augustu Liepājas apgabaltiesas civillietu sēžu zālē, Žana Danberga (Danberga) nekustama īpašuma, Kuldīgas apr., Zvārdes pagasta, „Jurge № 3“ māju, ar Kuldīgas zemes grāmatu reģ. № 1984, pārdošana pirmā publiskā izsolē Zvārdes piensaimnieku sab-vas prasības piedzišanai — atcelta.

Saldū, 1932. g. 9. jūlijā. 567z

Latgales apgabaltiesas Balvu iec. tiesu izpildītājs Kimerals (kanceleja: Balvos) paziņo, ka:

1) izpildot Latgales apgabaltiesas pavēli no 1931. g. 22./23. maija, ar № 1484, Valsts zemes bankas prasības piedzišanai, Ls 576,68 ar 0,9/0 un izdev. apmērā, 1932. g. 15. oktobrī, 10 rītā, Latgales apgabaltiesas civilnodalas sēžu zālē pārdos otrā publiskā izsolē Staņislava Jezupa un Edvarda Benediktu dēlu Dupužu nekustamo mantu, kas atrodas Jaunlatgales apr., Viljaka pagastā, ar zemes grām. reģ. № 2760 un sastāv no Keišu sādāžas zemes viensētas № 3-a, platībā 2,394 ha;

2) īpašuma izsoles vērtība — Ls 200,—;

3) īpašumam ir hipotēku parāds Ls —;

4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa;

5) šā īpašuma zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas - Jaunlatgales zemes grāmatu nodalā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdojamā īpašuma dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā.

Balvos, 1932. g. 9. jūlijā.

Latgales apgabaltiesas Balvu iec. tiesu izpildītājs Kimerals (kanceleja: Balvos) paziņo, ka:

1) A Sab. „Liepājas banka“ prasību piedzišanai Ls 500,— ar 0,9/0 un izdev. apmērā, pēc vērsējiem, 1932. g. 15. oktobrī 10 rītā, Latgales apgabaltiesas civilnodalas sēžu zālē pārdos publiskā izsolē Michaila-Leva Haima dēla Apananska nekustamo mantu, kas atrodas Jaunlatgales apr., Viljaku biezi apdzīvotā vietā, Dzirnava ielā № 7, ar zemes grām. reģ. № 5553) un sastāv no zemes gabala № 1183F, platībā 2794 kv. mtr., ar ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 200,—;

3) nekustamajai mantai ir hip. parāds Ls 200,— hipotēku bankai;

4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa, un 5) šā īpašuma zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas - Jaunlatgales zemes grāmatu nodalā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdojamā īpašuma dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelej

